

Introduction

(Re)faire le genre, (dé)faire l'« Europe de l'Est »

Un monde expert internationalisé

Arrêt sur image : expertes et expertise en genre

Une manifestation intitulée « L'impact économique continu de la maternité » se tenait à Prague le 12 mai 2016 sous le patronage de la ministre tchèque du Travail et des Affaires sociales, à l'occasion de la Journée internationale des familles. Il s'agissait notamment de présenter les résultats d'un programme de recherche sur la « conciliation entre vie professionnelle et vie familiale¹ » (thématique privilégiée ces dernières années dans les programmes européens relevant du *gender mainstreaming*), conduit pendant deux ans par une équipe réunie au sein de l'axe « Genre et sociologie » de l'Institut de sociologie de l'Académie tchèque des sciences, en collaboration avec la plus ancienne organisation pragoise postsocialiste de défense des droits des femmes, Gender Studies o.p.s.². Des programmes européens, la branche tchèque de la Fondation Soros, ainsi que des milieux d'affaires avaient soutenu l'organisation de l'événement en question, dont l'agenda comportait aussi l'annonce d'un nouveau paquet de politiques de la famille. Dans une ambiance à la fois professionnelle et festive – les communications étaient accompagnées d'une projection sur grand écran et d'une traduction simultanée en anglais et elles faisaient l'objet d'un minutage strict du temps de parole – des actrices de la « scène tchèque du genre³ » appartenant à plusieurs générations s'étaient réunies dans une véritable célébration de la légitimité de leurs efforts.

L'auteure principale des politiques publiques en question, une sociologue à la soixantaine, avait appartenu au premier groupe mobilisé sur des questions féministes à Prague au début de la décennie 1990. Elle avait également fondé un axe de recherche sur le genre dans l'institut qu'elle dirige depuis plusieurs années et qui travaille en étroite collaboration avec les responsables gouvernementaux. Née en 1969 et entrée dans la profession politique en 2004, la ministre patronnant

1. Cf. [<http://www.soc.cas.cz/en/project/celezivotni-ekonomicke-dopady-materstvi>] (consulté le 12-04-2018) pour les détails du programme de recherche intitulé *Economic Impacts of Motherhood from a Life Long Perspective*, auquel l'événement fait écho.
2. Intitulée aussi par le passé Gender Studies Library, Gender Studies Centre, elle a été fondée en 1990.
3. KAPUSTA-POFAHL, 2008, p. 34.

l'événement avait coordonné pendant plusieurs années des programmes au sein de l'association Gender Studies o.p.s. Quant aux intervenantes, une majorité de femmes à la trentaine et à la quarantaine, elles étaient membres d'institutions de recherche ou représentantes de la « société civile » professionnelle incarnée par les organisations non gouvernementales (ONG). Des féministes plus âgées étaient aussi présentes et les interactions de tout ce monde témoignaient d'une grande familiarité et d'un entre-soi au fonctionnement bien rôdé.

Quelques jours plus tard, je rencontrais pour un entretien une autre représentante de cet univers. Diplômée d'anglais, elle avait été au début de la décennie 1990 la première employée, sur un poste de bibliothécaire et documentaliste, de l'association féministe pionnière évoquée ci-dessus. En réponse à mes questions sur les débuts de sa carrière, elle en est rapidement arrivée à évoquer des échanges internationaux qui avaient impulsé dans son pays une réflexion et des débats publics sur la condition des femmes après la chute du socialisme. Elle fit spontanément référence à l'usage pédagogique qu'elle réservait désormais aux documents produits dans leur cadre, mentionnant notamment une « *begging letter* » qu'elle avait rédigée et envoyée à des correspondantes étasuniennes pour leur solliciter des ressources documentaires féministes inaccessibles alors à Prague. Le contenu et le contexte de production du texte faisaient précisément, le jour de notre rencontre vingt-cinq ans plus tard, l'objet d'une discussion critique qu'elle proposait à ses jeunes étudiantes internationales, dans une véritable mise en abîme par-delà les générations et les frontières géographiques.

En République tchèque comme ailleurs dans les pays ex-socialistes, un intervalle chronologique relativement bref (couvrant pour l'essentiel la décennie 1990-2000) a vu le genre passer du statut de nouveauté théorique absolue à celui de domaine d'expertise établi institutionnellement et reconnu autant dans les cercles universitaires que dans ceux de la décision politique. Les spécialistes qui s'y identifient sont insérées dans des réseaux professionnels étendus bien au-delà de leurs sociétés d'appartenance et elles sont connectées aux milieux académiques internationaux tout aussi bien qu'aux bureaucraties nationales et supranationales, pour lesquelles elles peuvent déployer des activités de conseil.

Ces activités multiples peuvent être analysées à la lumière des travaux de sociologie politique consacrés à l'expertise, qui révèlent que la légitimité des experts tient à des compétences spécialisées et des mandats reçus de la part des organismes publics. L'expertise répond à une demande sociale et elle a une finalité politique, car elle participe à l'élaboration de l'action publique. Enfin, la définition de l'expertise est un enjeu pour les acteurs, qui s'efforcent d'imposer leur vision de cette activité⁴. Sur les terrains est-européens que j'ai étudiés la notion d'« experte féministe/en genre⁵ » recouvre différentes réalités. Ainsi, elle

4. DELMAS, 2011.

5. Pour des travaux qui explorent l'émergence, les pratiques et les profils sociaux des agents d'une telle expertise sur divers terrains majoritairement rattachés à des contextes de coopération internationale, cf. VERSCHUUR (éd.), 2017; DIRENBERGER, 2018. Voir aussi BUSTELO *et al.*, 2017; MEIER et PATERNOTTE (éd.), 2017; BLANCHARD, 2013; BLANCHARD *et al.*, 2018.

peut se référer à une personne qui a une légitimité scientifique dans le domaine des études sur le genre, en vertu d'un titre universitaire ou d'une position dans une institution d'enseignement ou de recherche. Dans certains pays il existe également une qualification professionnelle en tant que spécialiste en genre. Les premières formations diplômantes ont été ouvertes en Europe de l'Est vers la fin de la décennie 1990, elles sont en général limitées au niveau master et ont formé à ce jour plusieurs promotions d'étudiants. Une deuxième acception de l'experte en genre se réfère à une personne nommée temporairement au sein d'un organisme bureaucratique national (commission, agence gouvernementale), pour produire des recommandations devant servir à l'élaboration de l'action publique en matière d'égalité des sexes – une telle position d'expertise correspond donc à un mandat institutionnel limité (une question ponctuelle, un moment précis⁶). L'experte en genre peut aussi occuper de manière permanente un poste au sein d'un organisme qui se donne pour mission de modeler les normes égalitaires à différents niveaux : national ou international, gouvernemental, non gouvernemental. Enfin, la qualité d'experte féministe/en genre correspond souvent à une auto-désignation : dans le contexte postsocialiste, ce sont notamment les membres des organisations non gouvernementales (ONG) axées sur la défense des droits des femmes qui se recommandent, dans des conditions qu'il s'agit d'explicitier dans le présent ouvrage, par leurs savoir et savoir-faire en matière de genre. Elles proposent leurs compétences aux institutions publiques et elles produisent des rapports et des recommandations pouvant ou non déboucher sur une élaboration normative concrète, selon l'écoute qu'ils rencontrent.

Un répertoire à vocation globale

Élaboré et raffiné par la réflexion féministe comme une notion analytique visant à déconstruire les rôles sociaux assignés aux hommes et aux femmes et les rapports de pouvoir dont la dichotomie masculin-féminin est porteuse dans la majorité des sociétés selon des arrangements politiques divers et variables historiquement⁷, le concept de genre fait également partie à présent des répertoires bureaucratiques nationaux et internationaux. Notamment dans le sillage de la Conférence mondiale des femmes organisée par les Nations unies à Pékin en 1995, qui a consacré le *gender mainstreaming* – entendu comme une « transversalisation du genre » ou une « approche intégrée des inégalités de sexe » dans l'ensemble des secteurs et à tous les niveaux de l'action publique –, le concept a été progressivement inscrit dans des dispositifs de gouvernance et de conditionnalité internationale et il fait l'objet de multiples appropriations⁸.

6. Cette définition « situationnelle » est privilégiée dans les travaux de science politique qui étudient les experts en tant que groupe professionnel (JAMPY, 2012, pour un exemple).

7. BERENI *et al.*, 2012 (2008).

8. Un programme collectif de recherche que j'ai coordonné (« GLOBALGENDER. Regards croisés sur la globalisation du genre », soutenu par l'Agence Nationale de la Recherche [ANR] et mené avec l'appui logistique de la Maison interuniversitaire des sciences de l'homme Alsace – MISHA, Strasbourg, de 2013 à 2016), a traité de ces questions dans une perspective interdisciplinaire et en croisant des terrains aussi

De ce fait, étudier l'émergence du genre comme « savoir de gouvernement⁹ » dans les pays est-européens sortis des régimes socialistes revient à croiser des questions portant sur plusieurs dynamiques enchevêtrées et relevant d'autant de sous-champs de la recherche en sciences sociales. En effet, les « laboratoires » de production de l'expertise sur le genre mêlent la diffusion technocratique, via des programmes onusiens et européens, des droits des femmes et des droits des minorités sexuelles devenus des catégories internationalisées d'action publique pendant la décennie 1990 ; la production et les usages militants de ces programmes ; la circulation internationale d'acteurs et d'idées féministes et la construction de solidarités politiques et intellectuelles transnationales ; enfin, la démocratisation des anciens États socialistes, entendue comme une rupture avec leur passé récent et comme une série de transformations sociales et politiques complexes et contradictoires donnant lieu à un alignement progressif aux logiques libérales globalisées.

Le présent ouvrage se concentre sur les mécanismes de l'institutionnalisation du genre en tant que nouveau savoir expert inscrit au cœur de la production symbolique de l'après-socialisme¹⁰. Sur la base de l'observation de la décennie 1990-2000 – période de profonds bouleversements dans les anciens États socialistes et aussi d'intensification et d'amplification des processus de globalisation¹¹ – il s'agit d'analyser les conditions sociales de possibilité de cette institutionnalisation. La perspective retenue est celle de la sociologie politique et la démonstration prend pour fil directeur les carrières des premières expertes féministes, restituées par le biais de leurs activités à de multiples échelles (nationales, régionales, internationales) et dans une diversité d'espaces d'action (académiques, associatifs, bureaucratiques). Universitaires converties aux études sur le genre (*gender studies*, une discipline d'enseignement et de recherche quasi-inconnue dans l'espace culturel des pays socialistes et importée dans les années 1990), militantes pour les droits des femmes au sein d'organisations non gouvernementales (ONG), consultants pour des organismes bureaucratiques nationaux et internationaux, les féministes porte-parole du genre en Europe de l'Est ont été pendant les années 1990 actrices de la recomposition libérale de leurs sociétés et elles ont participé à l'écriture des grammaires sociopolitiques du postsocialisme. Inscrites dans les espaces intellectuels nationaux aux côtés d'autres acteurs œuvrant à la démocratisation, elles se sont identifiées comme féministes « est-européennes » à travers des processus de socialisation aux discours et pratiques des organismes

contrastés que l'Amérique latine et le Moyen Orient, l'espace ex-soviétique et l'Afrique, en passant par les organisations internationales sises à Genève et les fondations philanthropiques étasuniennes (CIRSTOCEA *et al.* [éd.], 2018. Voir aussi LACOMBE *et al.* [éd.] 2011 ; MARQUES PEREIRA *et al.* [éd.], 2010 ; JOACHIM, 2007 ; BEDFORD, 2009 ; HORN, 2010 ; PISHCHIKOVA, 2011 ; JACQUOT, 2014).

9. KALUSZYNSKI, PAYRE, 2013 ; voir aussi FRASER, 2012 ; SELIM, 2010, 2012 ; SELIM et QUERRIEN, 2015 ; JACQUOT, 2014, sur le thème de la cooptation du féminisme dans le projet néolibéral.

10. Compte tenu de sa portée chronologique, le présent travail n'englobe pas les mouvements qui se réclament d'une critique réactionnaire du genre (« anti-gender ») déployés depuis le tournant des années 2010 en Europe et dans le monde et touchant aussi une partie des anciens pays socialistes (voir KUHAR et PATERNOTE [éd.], 2017).

11. LECLER, 2013, p. 28 ; aussi BAYART, 2004.

internationaux et elles se sont professionnalisées via des échanges académiques et militants dans des configurations transnationales (régionales et transatlantiques).

Des institutions internationales ont fourni les ressources qui ont rendu possible l'affirmation de ces « pionnières¹² » féministes sur les scènes intellectuelles postsocialistes et elles ont également fonctionné comme nœuds de réseaux et plaques tournantes d'échanges par-delà les frontières nationales. Parmi ces institutions, j'ai étudié de près une organisation féministe transatlantique – le Network of East-West Women – et une fondation philanthropique étasunienne – Open Society Institute – deux acteurs centraux de l'aide internationale à la démocratisation des pays d'Europe centrale et orientale restés jusqu'à présent aux marges de la recherche en sciences sociales. Éclairant les dynamiques convergentes et concurrentes qui unissent les deux institutions malgré leurs natures différentes, mes enquêtes donnent un aperçu inédit des modes et des processus de cooptation des actrices et de la pensée militantes féministes dans les dispositifs technocratiques contemporains. Elles font également apparaître le genre comme un puissant outil de pénétration des logiques libérales dans l'ancien « Deuxième Monde¹³ » (ou le « bloc de l'Est » dans la terminologie de la Guerre froide). Révélant des processus de structuration de nouvelles préoccupations intellectuelles et politiques, l'émergence de nouvelles catégories d'entendement du social et l'affirmation des subjectivités féministes dans le contexte postsocialiste, l'ouvrage développe une analyse fine et circonstanciée de l'inscription des sociétés est-européennes dans des logiques globalisées.

Circonscriit pour l'essentiel à la première décennie postsocialiste, l'objet du présent travail apparaît désormais comme un objet historique. Toutefois, les processus que j'ai étudiés ont une portée générale et, sans les aborder frontalement, les analyses présentées ici sont susceptibles d'éclairer sous un angle inédit des phénomènes d'actualité. Il s'agit des mobilisations conservatrices « *anti-gender* » qui traversent aujourd'hui l'Europe d'Est en Ouest et le monde du Nord au Sud. Ou bien des manifestations « illibérales » des régimes politiques et des sociétés est-européens, dont une « spécificité » que l'on pensait effacée trente ans après la fin des États socialistes et du partage bipolaire du monde pendant la Guerre froide resurgit de façon inattendue pour perturber le consensus démocratique européen et pour projeter de nouveaux imaginaires géopolitiques. L'ouvrage éclaire aussi les mécanismes sociaux et politiques faisant du genre – originairement un concept analytique et critique – un outil de gouvernement qui traverse, au gré d'innombrables requalifications et usages situés, des sphères d'action, des univers et des niveaux institutionnels contrastés et interconnectés.

12. LAGRAVE, 1990, p. 28.

13. Forcée et utilisée pendant la Guerre froide, l'expression « Deuxième Monde » ou « Second Monde » (*Second World*) est depuis tombée en désuétude à la faveur d'un partage symbolique du globe entre « Nord » et « Sud(s) ». Elle faisait référence aux pays socialistes de la zone d'influence soviétique, s'opposant dans les représentations géopolitiques de l'époque au « Premier Monde » libéral et industrialisé, d'une part, au « Tiers-Monde » rassemblant les États issus des décolonisations, de l'autre. Dans la littérature anglophone récente en sciences sociales la formule est parfois reprise en référence à cet état historique des relations internationales (cf. GHODSEE, 2019 entre autres).

*Avatars postsocialistes du genre**Un discours de la « modernisation »*

Initiées à la pensée féministe occidentale au gré de rencontres internationales démultipliées après le changement de régime politique, les jeunes intellectuelles est-européennes se spécialisant comme chercheuses et enseignantes en études sur le genre se remarquent rapidement dans l'espace public postsocialiste. En Roumanie par exemple, elles se recommandent d'un féminisme dit « académique » pour indiquer leur ancrage primordial dans le monde intellectuel et elles se sont affirmées comme les promotrices d'un nouveau champ de connaissances et de pratiques savantes¹⁴. Le genre correspond de la sorte à la fois à un domaine de production de savoirs émergent, à un nouveau créneau militant et à un secteur de spécialisation experte. Ses porte-parole mobilisent simultanément des ressources propres à l'espace universitaire, au monde associatif (les organisations pour la défense des droits des femmes) et au registre bureaucratique (des agences nationales et internationales).

Non en dernier lieu, les « pionnières » féministes appartiennent également aux « milieux réformateurs¹⁵ », qui promouvaient pendant les années 1990 de nouvelles lois et institutions relevant d'un imaginaire social et politique structuré autour de mots d'ordre libéraux comme l'« État de droit » et la « démocratie », l'« individualisme » et l'« égalité des chances », le « marché » et la « société civile », etc. En tant que nouveau courant intellectuel et politique, le féminisme s'inscrit pleinement dans le processus de redéfinition postsocialiste des normes sociales et politiques. Les jeunes intellectuelles qui le portent apparaissent comme des figures « prophétiques¹⁶ » de la démocratisation et elles se sentent appelées à forger la nouvelle société postsocialiste investissant ce moment de recomposition de l'ordre politique comme une occasion historique de changement civilisationnel. Leur engagement civique se recommande d'une idéologie du progrès et elles se projettent elles-mêmes comme étant dans l'« avant-garde » intellectuelle d'une modernisation qui se donnait des repères « occidentaux ». Embrassant une telle posture, les féministes apparaissent comme l'ultime incarnation d'une figure symbolique stable dans l'imaginaire culturel roumain depuis la création de l'État national moderne. Il s'agit de l'élite éduquée d'orientation européenne, qui cherche à imposer des projets en rupture avec la tradition locale dénoncée pour son « conservatisme » et pour son « retard¹⁷ » de facture « orientale ». Comme d'autres « intellectuels organiques de la démocratisation¹⁸ », les « pionnières » du genre se recommandent par leur engagement pour diffuser des normes en phase avec la « sociodicée » libérale promue par des programmes de démocratisation et

14. CÎRSTOCEA, 2006a.

15. TOPALOV, 1999.

16. SAPIRO, 2009.

17. BARBU, 2004 ; MUNGIU-PIPPIDI, 2002 ; MIROIU, 1999 ; CODIȚĂ *et al.*, 1997. Pour une réflexion sur l'« orientalisme » comme idéologie centrale structurant la production des milieux intellectuels des pays ex-socialistes pendant les dernières décennies, cf. ZARYCKI, 2014.

18. HEEMERYCK, 2010.

par des organismes internationaux dont elles tiennent en partie leurs ressources¹⁹. Dans ce contexte, le genre incarne un savoir novateur, rattaché à la modernisation et à l'« occidentalisation » et porté par des intellectuelles éclairées.

Un langage pour rompre avec la « question-femme » du socialisme

Au-delà de l'ambition modernisatrice de ses porte-paroles, la politisation du genre au sein des transformations postsocialistes recouvre un rapport particulier à l'histoire récente. En effet, précocement inscrite dans les lois fondamentales, l'égalité entre les sexes fut un élément important pour la construction de l'identité idéologique des États socialistes. Les mesures juridiques et les politiques publiques favorables aux femmes – à savoir la proclamation de l'égalité dans tous les domaines, l'accès généralisé à l'éducation et à l'ensemble des professions, l'aide publique aux familles et la socialisation partielle des tâches domestiques – ont entraîné des transformations des modes de vie et on fait l'objet d'une importante promotion par les services de propagande interne et étrangère des régimes socialistes.

Si elles sont variables dans le temps et souvent contradictoires et qu'elles n'ont pas mis fin aux inégalités *de facto*, les politiques égalitaires menées pendant plusieurs décennies ont fait évoluer la condition sociale et économique des femmes. Cela se traduit par des taux élevés de scolarisation y compris dans l'enseignement supérieur, par une participation importante des femmes à l'emploi, par leur professionnalisation massive et par un degré considérable d'autonomie économique. Non en dernier lieu – en raison des systèmes de quotas de représentation politique qui n'ont pas manqué de montrer leurs limites, voire leur caractère purement décoratif une fois les régimes socialistes écroulés – ces pays ont aussi connu des niveaux de participation des femmes dans les instances politiques significativement supérieurs aux moyennes internationales de l'époque²⁰.

Compte tenu de ces aspects, on aurait pu s'attendre à ce que les discours féministes des années 1990 soient inscrits dans le prolongement de l'héritage des régimes socialistes et le prennent pour point de départ de nouvelles politiques destinées à améliorer la condition féminine. Or, le legs du passé immédiat fut rapidement diabolisé, au nom d'expériences que la propagande officielle tout comme les données statistiques publiquement accessibles ne rendaient pas visibles et qui avaient fait l'objet de rares textes à circulation clandestine²¹. Des recherches fouillées sur le thème du « socialisme d'État vécu par les femmes » ont été en revanche entreprises après 1990. Elles font état de l'asservissement par des

19. DIMITROVA, 2010 ; PETRIC (éd.), 2012.

20. Pour des données quantitatives comparatives, cf. *The World's Women 1970-1990. Trends and Statistics*, New York, Nations unies, 1991.

21. Dénonçant les difficultés de la vie quotidienne des femmes est-européennes, ils ont pu atteindre des publics occidentaux pendant les dernières décennies des régimes socialistes, lorsque plusieurs recueils d'écrits dissidents de femmes russes ont été traduits en anglais et français : MAMONOVA (éd.), 1980, 1981, 1982, 1984. Des contributions de femmes des pays socialistes d'Europe de l'Est ont également été publiées dans MORGAN (éd.), 1984.

« patriarcats étatiques²² » et mettent en évidence les doubles et triples journées de travail alourdies par une participation politique vidée de sa substance et parfois contrainte, ou par l'obligation que les femmes mettent leurs « capacités productives et reproductives » à la disposition des États tout aussi bien qu'au service des familles confrontées à la pénurie économique et à la précarité des services. Dans des cas extrêmes comme celui de la Roumanie des deux dernières décennies du régime socialiste, les femmes ont été aussi les victimes d'une politique démographique nataliste qui interdisait la contraception et réprimait avec violence l'avortement²³. Dans le contexte du consensus libéral dominant la période de démocratisation et compte tenu de la dénonciation « en bloc » des politiques socialistes, l'égalité des sexes a été rapidement délégitimée comme un élément central de l'arsenal idéologique des régimes déchus. Envisagée comme un attribut symbolique du « monde disparu » dont on cherchait à se débarrasser rapidement pour faire advenir une nouvelle société²⁴, la « question femme » fut bannie des espaces publics des pays en voie de démocratisation.

Il est par conséquent utile d'interroger le retour des préoccupations pour l'égalité hommes-femmes et l'émancipation féminine dans les nouveaux habits de l'« équité de genre », de l'« égalité des chances », des « droits des femmes comme droits humains ». Pendant la décennie 1990, ces références ont été portées par des actrices qui se sont emparées de vocabulaires et de ressources internationaux pour se démarquer des formes d'organisation et d'expression « compromises » par les institutions socialistes²⁵. Les témoignages des intellectuelles engagées dans la promotion des droits des femmes après le socialisme traduisent effectivement le souci constant d'afficher la prise de distance avec les modes de faire et les langages des partis communistes. Comme l'énonce une « pionnière » féministe russe, c'est le vocabulaire conceptuel du genre qui a permis de relancer la réflexion sur l'égalité des sexes et sur la condition féminine : « Nous avons remercié les féministes occidentales pour ce concept, elles nous ont donné un outil pour repenser et repolitiser l'égalité²⁶. »

Une norme technocratique internationale

Sur les scènes des pays en voie de démocratisation, le genre relève aussi de l'univers normatif international et il a fait à ce titre l'objet d'une promotion intensive. En effet, le principe du *gender mainstreaming* est entré dans le réper-

22. GAL et KLIGMAN (éd.), 2000a, 2000b; SLAVOVA, 2006.

23. KLIGMAN, 1998; DOBOŞ *et al.*, 2010; JINGA *et al.*, 2011. Le contenu et l'orientation des programmes et des structures officielles ainsi que les prises de position des représentantes des États socialistes sur les questions des droits des femmes font l'objet d'un débat international qui s'amplifie depuis quelques années, cf. ASPASIA, 2007; FUNK, 2014; GHODSEE, 2015; DE HAAN (éd.), 2016; DE HAAN, 2018; HAVELKOVA et OATES INDRUCHOVA (éd.), 2014; KOTT et THÉBAUD (éd.), 2015; CHRISTIAN et HEININGER (éd.), 2015.

24. CÎRSTOCEA, 2006b.

25. POSADSKAYA, 1994; GRÜNNELL, 1998.

26. Entretien avec Anastasia Posadskaya-Vanderbeck, 12-11-2010. Voir la liste des sources pour les références de l'ensemble des entretiens produits dans le cadre des enquêtes restituées ici. La traduction des extraits d'entretien vers le français m'appartient.

toire des institutions multilatérales et supranationales pendant la décennie 1990, étant officiellement adopté par l'ONU en 1995 et par l'Union européenne en 1997. Le respect de l'égalité des sexes et des sexualités est ainsi devenu un élément central des dispositifs internationaux de coopération et de conditionnalité politique²⁷ – entre autres ceux rattachés à la démocratisation et à l'euphémisation des anciens États socialistes.

La coïncidence chronologique entre les processus de démocratisation et celui d'inscription plénière du genre sur l'agenda des institutions internationales a eu des conséquences pratiques et symboliques immédiates sur la construction idéologique de l'après-socialisme en Europe de l'Est. Ainsi, des agents engagés dans les processus de réforme rattachés à la « transition » ont cherché à mesurer le « degré de démocratisation » des anciens pays socialistes à l'aune de la situation des femmes dans l'espace public. Des organismes multilatéraux ont appuyé les initiatives de promotion des thématiques genre dans l'espace postsocialiste et ils ont à la fois forgé des instruments technocratiques pour évaluer les écarts socio-économiques entre les sexes (*gender gap*), incité les autorités étatiques à y remédier et fourni les ressources nécessaires pour procéder à des études ciblées et pour mettre en œuvre des programmes de formation des bureaucrates sur ces questions.

En réponse, d'une part, à l'offre conséquente des programmes internationaux de soutien au développement de la « société civile » et, d'autre part, dans le contexte d'émulation ouvert par les rassemblements onusiens des années 1990 et notamment par la Conférence mondiale des femmes (Pékin, 1995), de nombreuses associations pour la défense des droits des femmes ont été créées dans les pays ex-socialistes. Malgré leur formatage dû à l'adaptation aux agendas des bailleurs de fonds, les activités menées dans leur cadre ont créé une nouvelle sensibilité publique autour de la question des rapports sociaux entre les sexes, elles ont stimulé l'intérêt des acteurs politiques à son égard et ont contribué à la consécration du genre comme une thématique légitime de la recherche en sciences humaines et sociales²⁸.

La traduction dans les répertoires juridiques nationaux de l'« acquis » de l'Union européenne en matière d'égalité a fait l'objet d'évaluations régulières dans les pays en voie d'adhésion. Des institutions de « veille » ont été mises en place au niveau des gouvernements, connues dans le jargon bureaucratique international comme des « mécanismes » ou « appareils nationaux » pour la promotion des femmes. Des réglementations juridiques nouvelles (par exemple des lois sur le congé parental, la non-discrimination au travail, la protection contre la violence conjugale et le harcèlement sexuel) ont été adoptées²⁹. Cette importation d'institutions et de normes a pu fonctionner comme une preuve pratique de l'orien-

27. SIMÉANT, 2010.

28. FUNK, 2006; HELMS, 2014; LANG, 2012.

29. Cf. MINTROM et TRUE, 2001, pour un tableau comparatif des « mécanismes pour l'égalité » dans plusieurs dizaines de pays à la fin de la décennie 1990; aussi GHODSEE *et al.* (éd.), 2010; LOMBARDO et FOREST, 2012; MCBRIDE et MAZUR, 2010; BORZA *et al.*, 2006; GHEBREA *et al.*, 2005a, 2005b.

tation pro-européenne et pro-démocratique des États postsocialistes³⁰ et elle a également donné lieu dans les espaces nationaux à une compétition politique autour du traitement de la question de l'égalité des sexes, rattachée à d'autres enjeux de l'europanisation³¹.

Femmes, genre et (post)socialisme.

Un aperçu de la littérature

Génération de travaux

Pendant les années 1990, époque d'une attention internationale maximale à l'égard des anciens pays socialistes « en transition », les publications proposant un questionnement en termes de genre ont surtout pris la forme de collections thématiques – des ouvrages collectifs ou des dossiers dans des revues spécialisées sur l'espace est-européen/postsoviétique et/ou les études féministes³². Issues de rencontres internationales (congrès, conférences, programmes de recherche internationaux), elles ont été publiées par des maisons occidentales et ont été éditées notamment par des universitaires anglophones basées dans des établissements étasuniens ou britanniques dotés de programmes d'études sur l'« aire culturelle » est-européenne³³. Ces collections réunissent des contributions portant sur des cas nationaux, brossent le tableau général des évolutions de la condition des femmes depuis la chute des régimes socialistes et font apparaître quelques thématiques récurrentes³⁴.

Ainsi, l'interprétation des transformations postsocialistes en termes de production d'une nouvelle stratification sociale – exprimée par la dichotomie « gagnants *versus* perdants des transitions » – domine la décennie 1990. Selon un des stéréotypes les plus visibles de la littérature sur les démocratisations, les femmes sont présentées comme les « perdantes » par excellence. Cette perspective est appuyée sur des arguments comme la dégradation de leur condition socio-économique sous le coup de l'instabilité économique, du démantèlement des systèmes de protection sociale, de la discrimination sur le marché du travail, de la diminution de la représentation dans les institutions politiques, de la prolifération des discours les traitant en objets de consommation sexuelle, de la résurgence et du renforcement des conceptions traditionnelles de la division sociale

30. VERLOO, 2002.

31. FOREST, 2009.

32. CROWLEY *et al.* (éd.), 1991 ; FUNK (éd.), 1993 ; FUNK et MUELLER (éd.), 1993 ; RENNE (éd.), 1997 ; SCOTT *et al.* (éd.), 1997.

33. Parmi les initiatives consacrées au financement des recherches sur les pays de la zone d'influence soviétique, évoquons le International Research & Exchanges Board (IREX), un consortium universitaire états-unien créé en 1968 (cf. [<https://www.irex.org/our-history>], dernier accès le 19-04-2018), ou bien le *Title VIII Grant Programme* mis en place par le Département d'État des États-Unis en 1983 ([<http://www.udel.edu/global/pdf/title-viii-federal-guidelines.pdf>], dernier accès le 19-04-2018). Les deux ont continué à fonctionner après la fin de la Guerre froide.

34. Cf. CIRSTOCEA, 2013, pour un aperçu critique de l'intégration des approches « genre » dans les travaux généralistes portant sur les processus de démocratisation post-régime autoritaire.

des sexes. Faute de données fiables et d'études approfondies, peu d'informations étaient toutefois accessibles pendant les premières années postsocialistes. Ainsi, la thèse de la dégradation *spécifique* de la condition des femmes – par rapport à celle d'autres groupes sociaux définis selon de variables plus complexes – n'était pas toujours soutenue par des informations empiriques suffisantes, voire les rares statistiques ventilées par sexe pouvaient l'infirmier³⁵.

Ces premiers travaux pointent aussi la faiblesse des mobilisations des femmes est-européennes pour défendre leurs droits en voie de déperdition dans le contexte des transformations libérales. Ils relèvent, enfin, l'émergence d'un débat international – désigné par les termes de « malentendu » ou « clivage Est-Ouest³⁶ » – au sujet du féminisme : ses termes portent notamment sur les modes de la mobilisation politique des femmes et sur les thématiques appropriées pour politiser la condition féminine dans le contexte postsocialiste³⁷. Suivant la présentation synthétique faite par l'éditrice d'un ouvrage collectif qui allait s'inscrire dans une polémique présente dans les échanges intellectuels « Est-Ouest » pendant toute la décennie 1990, une différence culturelle (*cultural gap*) séparait les femmes « de l'Est » (socialisées en contexte socialiste) et les féministes occidentales (politisées en contexte libéral). Elle se traduirait simultanément en termes d'expériences, de langage politique et de références culturelles³⁸.

Ce « malentendu Est-Ouest » donne lieu à des formules imagées. Selon une auteure qui fait le point sur les échanges transnationaux polémiques des premières années postsocialistes, « accepter la littérature féministe existante comme exacte et appropriée s'apparenterait [pour les femmes est-européennes] au malaise de porter des vêtements trop larges ou trop étroits, taillés pour quelqu'un d'autre³⁹ ». Dans un texte en circulation lors d'un congrès international à la fin des années 2000, la métaphore de Cendrillon était mobilisée pour faire référence la même inadéquation⁴⁰ : « À quoi bon couper le pied pour faire en sorte qu'il entre dans le soulier occidental ? » Ce questionnement répond au titre d'un article de 2004 (« And if the Shoe Doesn't Fit? Wear it Anyway⁴¹? »), qui faisait à son tour allusion à un des premiers ouvrages publiés au début de la décennie 1990 pour analyser la condition des femmes après la chute des régimes socialistes. Barbara Einhorn, sociologue et politiste féministe travaillant en Grande Bretagne, y employait la

35. Cf. CÎRSTOCEA, 2006a, p. 27-29, pour des informations synthétiques sur les disparités entre les sexes (durée moyenne de vie, éducation, emploi, niveau de rémunération, etc.) pendant les décennies 1980 et 1990, qui montrent que la condition des femmes ne s'était pas spécifiquement dégradée à la fin de la première décennie postsocialiste.

36. Les expressions entre guillemets, qui apparaissent dans quelques-unes des premières publications sur les femmes en Europe de l'Est postsocialiste sont par la suite reprises au point de devenir des *leitmotiv* de la littérature produite pendant la décennie 1990 (cf. BUSHEIKIN, 1997; EINHORN, 1993).

37. Des questions comme « quel sera le visage du féminisme dans cette région du monde ? » ; « de quoi votre féminisme sera-t-il fait ? » sont formulées à maintes reprises dans cette littérature (FUNK et MUELLER, 1993; FUNK, 2007; SNITOW, 1995, 2006).

38. FUNK, 1993.

39. FABIAN, 2002, p. 271.

40. TLOSTANOVA, 2007, 2010.

41. GHODSEE, 2003.

même figure rhétorique - « Cendrillon se rend au marché » - pour se référer aux privations subies par les femmes est-européennes avant l'accès aux biens et aux modes de consommation capitalistes⁴². Le référent - pas toujours explicité - de tels discours - est la « sororité », un thème classique des mobilisations et de la réflexion féministe⁴³. Intensément débattue au sein des mouvements occidentaux pour la libération des femmes pendant les années 1970, l'idée d'une communauté de sort féminine a été contestée au gré de l'affirmation de la question des différences et des inégalités - en termes de condition socio-économique (classe), appartenance ethnique, âge, orientation sexuelle, situation géopolitique - qui rendent difficile de postuler l'existence d'un sujet féministe homogène⁴⁴. Les controverses « Est-Ouest » des années 1990 s'insèrent donc dans une longue histoire de débats qui structurent jusqu'à aujourd'hui les milieux et les productions intellectuels féministes.

Les publications collectives réunissant des contributions ponctuelles sur le thème de la condition des femmes dans les pays ex-socialistes restent un format très présent pendant les années 2000⁴⁵. Les premières synthèses théoriques font aussi leur apparition à ce moment-là⁴⁶, tout comme les travaux comparatifs⁴⁷ et de type monographique⁴⁸. Consacrés à l'étude de cas nationaux approchés par le biais d'enquêtes approfondies et de longue durée, ces derniers englobent également une dimension historique. Il s'agit alors de chercher à interroger les dynamiques postsocialistes à la lumière d'une réflexion nuancée et sensible aux logiques sociales qui débordent l'opposition binaire entre « avant » et « après »-chute du socialisme.

Ce déplacement de problématiques et d'angle d'analyse correspond à l'avènement d'une nouvelle génération de spécialistes. Des chercheuses mieux armées en termes méthodologiques et théoriques - parfois formées dans des environnements internationaux, au courant à la fois des débats en cours depuis le début des années 1990 et des écueils des travaux publiés dans l'immédiat après-Guerre froide - ont mis en question les généralisations hâtives et les observations « tout-terrain ». Le cliché des « femmes perdantes des transitions » fut alors critiqué et finalement abandonné comme fruit de généralisations et de réflexions insuffisamment ancrées empiriquement⁴⁹. Cette nouvelle vague de recherches sur le genre dans le postsocialisme procède aussi à une réévaluation des différences entre

42. EINHORN, 1993. L'ouvrage a beaucoup circulé dans les milieux féministes est-européens et la diffusion de la même imagerie d'un travail à l'autre en est un indice.

43. MORGAN (éd.), 1970, 1984, 2003.

44. VERSCHUR (éd.), 2010, pour une collection de textes; voir aussi CÎRSTOCEA et GIRAUD, 2015.

45. Par exemple : JÄHNERT *et al.* (éd.), 2000; SAURER *et al.* (éd.), 2006; LUKIĆ *et al.* (éd.), 2006; RACIOPPI et O'SULLIVAN SEE (éd.), 2009.

46. GAL et KLIGMAN, 2000b.

47. Par exemple FODOR, 2003.

48. Voir (entre autres) TRUE, 2003; HEMMENT, 2007; FABIAN, 2009; GUENTHER, 2010. Aussi (en français) : HEINEN, 1992, 1995; HEINEN et PORTET (éd.), 2004; HAȘDEU *et al.* (éd.), 2004; aussi quelques thèses de doctorat non publiées : PORTET, 2006; HAȘDEU, 2007; FOREST, 2009; WATOR, 2009; JARRY-OMAROVA, 2010.

49. FABIAN, 2009.

les pays de l'ex-« bloc » soviétique et elle conteste même la notion de « bloc de l'Est ». La prise de conscience des différences entre les femmes des sociétés est-européennes selon leur milieu social d'origine, selon leur âge, leur éducation, leur profession, et, plus tard, selon leur appartenance à des minorités (ethniques, sexuelles) y est également intégrée⁵⁰.

Les travaux sur le genre en Europe de l'Est se sont également inscrits dans des cadres plus largement internationaux et les pays ex-socialistes ont été inclus dans des programmes de recherches comparatifs menées par des équipes multinationales et mettant en œuvre des dispositifs techniques sophistiqués de production et d'analyse des données⁵¹. Désenclavant les savoirs sur l'« Est », ils engagent une réflexion transversale, à l'échelle de l'Union européenne et au-delà, sur la participation politique et la représentation des femmes dans les instances de décision, l'intégration des normes internationales en matière d'égalité entre les sexes, la mise en place et le fonctionnement des organismes nationaux pour la promotion des droits des femmes, les politiques publiques de genre⁵².

Enfin, une troisième dynamique relève du « tournant » transnational ou global des sciences sociales⁵³. Dans l'horizon des recherches centrées sur des « objets transnationaux » et des processus circulatoires, le féminisme est à la fois un exemple paradigmatique de transnationalisme précoce⁵⁴ et un terrain de prédilection pour étudier les dynamiques de l'action collective par-delà les frontières⁵⁵. Au titre de cette dernière thématique, des cas est-européens ont été abordés dans des publications devenues de plus en plus nombreuses vers la fin de la décennie 2000, qui interrogent l'action féministe en termes d'imbrication de logiques locales-nationales avec des logiques supranationales et globalisées. C'est surtout la question des rapports entre les organisations féminines actives au niveau national et leurs interlocuteurs, partenaires et/ou bailleurs internationaux qui a fait l'objet d'études approfondies sur le terrain est-européen⁵⁶. Les dynamiques rattachées à l'implantation des études de genre dans les universités des pays ex-socialistes ont été aussi abordées dans la perspective d'une « globalisation »

50. CERWONKA, 2008a.

51. Par exemple : *Enlargement, Gender and Governance: The Civic and Political Participation and Representation of Women in Central and Eastern Europe* (EGG, 2002-2005, [<http://www.qub.ac.uk/egg/>], dernier accès le 16-04-2018) ; *Policy frames and implementation problems: The case of gender mainstreaming* (MAGEEQ, <http://www.mageeq.net>, dernier accès le 16-04-2018) ; *Quality in Gender + Equality Policies* (QUING 2006-2011, [<http://www.quing.eu/>], dernier accès le 16-04-2018).

52. Les publications opérant avec des découpages régionaux ne disparaîtront pas pour autant, par exemple : REGULSKA et SMITH (éd.), 2012 ; GHODSEE *et al.* (éd.), 2010 ; O'SULLIVAN SEE et RACIOPPI, 2009.

53. DE SWAAN, 1998 ; SAUNIER, 2004 ; 2013 ; WIEVIORKA (éd.), 2007 ; BERREMS et KOTT (éd.), 2008 ; CAILLÉ et DUFOIX, 2013 ; SIMÉANT *et al.* (éd.), 2015.

54. RUPP, 1997 ; ANDERSON, 2000 ; ALLEN (éd.), 2010.

55. NAPLES et DESAI, 2002 ; MOGHADAM, 2005 ; HAWKESWORTH, 2006 ; FERREE et TRIPP (éd.), 2006 ; DESAI, 2009 ; BASU (éd.), 2010.

56. HRYCAK, 2006 ; HEMMENT, 2007 ; BAGIĆ, 2006 ; MISIOROWSKA, 2004 ; SLOAT, 2005 ; FABIAN (éd.), 2010 ; PISHCHIKOVA, 2011.

des échanges militants contemporains⁵⁷ et de la circulation internationale des théories féministes entre des espaces culturels différents⁵⁸.

Bilans en demi-teinte des études sur le genre est-européennes

Installées dans les pays ex-socialistes pendant la décennie 1990, les études sur le genre traduisent l'ouverture internationale et le changement institutionnel des universités⁵⁹. Les programmes d'enseignement rattachés à cette nouvelle discipline ambitionnent à renouveler le fonctionnement du monde académique, d'une part, et, d'autre part, à stimuler l'émergence d'un contrat social plus démocratique, via une éducation sensible aux inégalités⁶⁰. Variablement institutionnalisées selon les cas nationaux mais clairement identifiées dans les programmes d'études universitaires et dans les bibliographies académiques, ces études donnent lieu à des spécialisations professionnelles en phase avec les évolutions sociales les plus récentes. Ainsi, dans le contexte où l'Union européenne a inclus le principe du *gender mainstreaming* parmi ses normes (traité d'Amsterdam, 1997), elles ont acquis une vocation professionnelle immédiate, car elles répondent à une demande d'expertise et les diplômés peuvent intégrer les institutions gouvernementales et non gouvernementales responsables du respect du droit européen et multilatéral en matière d'égalité des sexes⁶¹. Enfin, au-delà de l'Europe de l'Est et de l'Europe en général, la diffusion internationale de cette discipline apparaît aussi comme une facette de la « mondialisation universitaire⁶² ».

La prolifération rapide, la richesse et la visibilité des programmes d'études sur le genre établis dans les pays est-européens pendant les décennies 1990-2000 ont été qualifiées de « spectaculaires » par nombre d'observateurs qui décrivent leur « courte vie triomphante⁶³ » comme une « histoire à succès⁶⁴ ». Le caractère peu ordinaire du processus d'acclimatation rapide de la nouvelle discipline dans le paysage intellectuel des pays ex-socialistes est encore plus saisissant si on compare le rythme de l'innovation aux parcours d'institutionnalisation des études sur le genre sur d'autres terrains⁶⁵. Ainsi, plusieurs décennies peuvent s'être écoulées dans des pays ouest-européens entre les premières mobilisations féministes dans les universités et la constitution d'espaces d'activités professionnelles expertes et bureaucratiques se réclamant du répertoire du genre. Le processus d'institutionnalisation y a duré longtemps et il a connu des étapes distinctes : mobilisations politiques, production de recherches critiques, ouverture d'enseignements

57. FODOR et VARSA, 2009 ; ZIMMERMANN, 2007.

58. GAL, 1997, 2003 ; CERWONKA, 2008a ; DAVIS, 2007.

59. ZIMMERMANN, 2007.

60. BRAIDOTTI et GRIFFIN (éd.), 2002.

61. CERWONKA, 2008b.

62. LECLERC-OLIVE *et al.*, 2011. Ses mécanismes et logiques « asymétriques » ont été discutés entre autres dans ZIMMERMANN, 2007. Voir aussi SCOTT, 2004, 2009 ; MOSER, 2013 ; WÖHRER, 2016.

63. VĂCĂRESCU, 2006.

64. DASKALOVA *et al.*, 2010, 2011 ; ZIMMERMANN, 2007.

65. LYKKE, 2004 ; ATHENA, 2000-2010 ; ANEF, 2014 ; CNRS, 2014.

inspirés de ces recherches, création (difficile, contestée et instable) de diplômes spécialisés.

Dans les anciens pays socialistes d'Europe de l'Est, ces étapes se superposent dans l'espace de quelques années et les activités connaissent une indistinction importante. Pour donner une idée de la démultiplication rapide des travaux relevant de l'univers des études sur le genre, il suffit de se référer à un répertoire publié à la fin de la décennie 1990 par Open Society Institute (Fondation Soros⁶⁶). Il compte plus de 150 noms d'institutions et de personnes en provenance des pays suivants : Albanie, Arménie, Azerbaïdjan, Biélorussie, Bosnie-Herzégovine, Bulgarie, Croatie, République tchèque, Estonie, Géorgie, Hongrie, Kazakhstan, Kirghizistan, Lettonie, Lituanie, Macédoine, Moldavie, Mongolie, Pologne, Roumanie, Russie, Slovaquie, Slovénie, Tadjikistan, Ukraine, Ouzbékistan et l'ancienne Yougoslavie, auxquels s'ajoutent quelques institutions et réseaux internationaux. Sans distinguer des initiatives qui mélangent des caractéristiques institutionnelles diverses, la publication dénombre des programmes universitaires d'enseignement, des espaces de documentation, des périodiques spécialisés, des centres de recherches indépendants (extérieurs aux institutions académiques et fonctionnant selon un régime d'ONG), des « personnes-ressources » (des chercheuses isolées ou des membres d'institutions gouvernementales) engagés dans des études féministes/sur les femmes/sur le genre ou « sensibles » à ces thématiques. Si le degré d'institutionnalisation et de reconnaissance dans les espaces nationaux, ainsi que la capacité de recherche des groupes tout comme la pérennité des initiatives sont très inégaux, les chiffres montrent bien les dimensions du phénomène de prolifération des études sur le genre dès la fin de la première décennie postsocialiste. Ainsi, en 1999, étaient répertoriés deux programmes universitaires et deux centres « indépendants » en Bulgarie ; un programme universitaire, un centre « indépendant » et un centre de documentation en Croatie ; un centre « indépendant » et huit programmes d'études en Hongrie, dont le Gender and Culture Program de la Central European University de Budapest ; sept programmes d'études, un centre « indépendant » et deux centres de documentation en Pologne ; trois programmes universitaires et deux centres « indépendants » en Roumanie ; cinq programmes universitaires et deux centres « indépendants » en République tchèque ; trois programmes universitaires et deux centres « indépendants » en Lituanie ; trois programmes universitaires en Ukraine ; onze programmes d'études et six centres « indépendants » en Russie⁶⁷.

Le tableau brossé par ce catalogue doit être nuancé à la lumière des bilans plus analytiques proposés par des publications postérieures. Incluant une quin-

66. *Gender Studies and Women's Studies Resources in the Countries of Central and Eastern Europe, the former Soviet Union, and Mongolia*, Open Society Institute – Network Women's Program, 1999. Ce catalogue a constitué une importante source d'informations et de contacts pour les groupes (proto)fémnistes actifs dans la région ex-soviétique au moment qui m'intéresse ici (voir SLAVOVA, 2011, p. 145, pour un témoignage en ce sens).

67. L'instabilité des institutions est importante, ces chiffres varient de façon significative pendant des intervalles relativement courts. Pour une visée comparative, se référer aux données présentées sur la page web de l'Association pour les études de genre/sur les femmes dans les pays en transition en 2004, reprises dans CÎRSTOCEA, 2010a, p. 337.

zaine de contributions sollicitées individuellement auprès de « pionnières » des études sur le genre dans différents pays ex-socialistes, deux dossiers internationaux édités en 2010 et 2011 font le point sur leurs acquis et invitent à des travaux comparatifs⁶⁸. Les situations nationales y sont discutées à la lumière des objectifs politiques et de la philosophie des nouveaux programmes d'études sur le genre, des directions de recherche empirique investies et des développements théoriques considérés comme représentatifs par leurs animatrices, des rapports avec la production féministe occidentale, des relations entre les dimensions « militante » et « académique », des stratégies pour légitimer les études féministes auprès des autorités universitaires⁶⁹. Ces publications appellent de leurs vœux de futures recherches sur la « cité est-européenne des études sur le genre », dont l'existence est considérée comme un fait avéré au tournant des années 2010⁷⁰. Toutefois, les éditrices des dossiers déplorent en fin de compte la « faiblesse » de la nouvelle discipline, qu'elles attribuent à l'insuffisance du soutien financier reçu de la part des États, au nombre restreint de professionnelles et de bibliothèques spécialisées, à la rareté des matériaux pédagogiques en langues nationales, enfin aux perspectives de carrière limitées⁷¹.

L'exemple roumain illustre dans ces publications un cas de réussite. En témoignent, une décennie après l'introduction des études sur le genre dans l'enseignement supérieur, plusieurs programmes fonctionnant dans des universités différentes et plusieurs promotions de diplômés établis professionnellement, ainsi que des collections de publications pérennes et visibles dans le paysage éditorial national⁷². Dans d'autres cas cependant – comme celui de l'Estonie ou de la Pologne – les programmes universitaires ne délivraient pas de diplômes spécialisés au moment du bilan, mais gardaient un profil traditionnel et proposaient éventuellement des « spécialisations mineures » sur le genre, car le nouveau domaine de production scientifique n'était pas officiellement reconnu comme un champ disciplinaire à part entière⁷³. En ex-Yougoslavie, la recherche et l'enseignement dans des cadres extérieurs à l'université ont été longtemps privilégiés car ils permettaient davantage de liberté d'organisation et de pensée⁷⁴. En effet, l'entrée de la réflexion féministe dans l'enseignement supérieur peut engendrer le découplage des activités académiques et militantes. Sont alors déplorés la « domestication » de la radicalité politique et le formatage des programmes d'études, dont le contenu souvent très théorique s'éloigne du vécu et des préoccupations des milieux ordinaires⁷⁵. Enfin, quel que soit le pays où elles exercent leurs activités, la quasi-totalité des « pionnières » du genre relèvent l'importance

68. DASKALOVA *et al.*, 2010, 2011.

69. DASKALOVA *et al.*, 2010, p. 156.

70. Les auteures ne se réfèrent ni à des cas nationaux précis ni à des données chiffrées pour asseoir la comparaison internationale.

71. DASKALOVA *et al.*, 2011, p. 198.

72. MIROIU, 2010.

73. GRAFF, 2010.

74. BLAGOJEVIĆ, 2010.

75. ACSÁDY, 2010.

du soutien accordé par des acteurs internationaux et le rôle décisif joué par les réseaux, les financements et les échanges transnationaux dans leur socialisation professionnelle, dans l'affirmation plénière de leurs vocations féministes, dans la réussite de leurs carrières d'expertes⁷⁶.

Une revue des travaux est-européens en histoire du genre et des femmes est également proposée dans un dossier international célébrant en 2008 la fortune théorique de la réflexion critique développée par Joan W. Scott depuis la fin des années 1980⁷⁷. Elle va en quelque sorte à l'encontre des propos auto-gratifiants tenus par la plupart des « pionnières » du « féminisme académique » actives dans les pays ex-socialistes : ainsi, les efforts pour travailler avec le répertoire conceptuel du genre sont importants dans la région mais disparates, la production théorique originale y est peu développée et rarement intégrée dans la circulation internationale. Les processus d'émergence et de diffusion des études sur le genre en tant qu'innovation savante ont été aussi discutés dans des contributions portant sur des situations nationales livrées par les « pionnières » à l'occasion de congrès internationaux. Des publications explicitent la dynamique d'institutionnalisation et les acquis des études féministes, ainsi que les obstacles à dépasser pour se frayer la voie dans les espaces académiques nationaux. Enfin, des chapitres sont également consacrés aux anciens pays socialistes dans les rapports du réseau européen ATHENA⁷⁸, qui réservent aussi une place considérable à la réflexion sur la traduction/adaptation de la terminologie du genre dans les langues européennes, celles des pays de l'Est comprises⁷⁹.

Cartographier le « malentendu Est-Ouest »

Malgré leur richesse, les travaux existants n'éclairent que très partiellement les acteurs et les conditions proprement sociales des circulations internationales des idées et des individus rattachés à la production et à la diffusion des répertoires genre en contexte postsocialiste. Là où elles existent, les études consacrées à ces circulations procèdent à partir d'un cadre national pour interroger soit les interactions entre les acteurs nationaux et leurs interlocuteurs internationaux,

76. Sont évoqués, entre autres, le Open Society Institute et la Central European University, le Network of East-West Women, le Nordic Gender Institute, Christiana Institute, les Fondations Ford et Mac Arthur, etc. Cf. CÎRSTOCEA, 2010a, pour davantage d'éléments sur les dynamiques internationales qui sous-tendent les activités rattachées aux études est-européennes sur le genre pendant la première décennie postsocialiste.

77. BUCUR, 2008.

78. ATHENA, 2000-2010. En 2009, ATHENA a évolué vers AtGENDER – The European Association for Gender Research, Education and Documentation (cf. [http://www.let.uu.nl/womens_studies/athena/] ; [<http://atgender.eu>]). Ce réseau central dans la structuration et l'orientation stratégique de la discipline au niveau de la communauté européenne se donnait pour objectif de stimuler et de soutenir la dimension européenne des études de genre. Imaginée comme un projet intellectuel fédérateur et comme un des pivots de l'Espace européen de l'enseignement supérieur, la discipline devait être le lieu d'une production théorique originale et d'une pratique académique connectée aux traditions intellectuelles du « vieux continent » (BRAIDOTTI *et al.*, 1995).

79. ATHENA, 2000-2010. Voir aussi GRIFFIN (éd.), 2005 ; BRAIDOTTI et GRIFFIN, 2002 ; sur le cas hongrois, FODOR et VARSA, 2009. Cf. CÎRSTOCEA, 2010c pour une discussion de la « banalisation » de l'outil critique genre au gré de multiples circulations observées sur le terrain est-européen.

soit la traduction de corpus théoriques occidentaux dans diverses langues est-européennes. En rupture avec ces études, le présent ouvrage saisit et restitue les mécanismes mêmes qui ont rendu possible la transnationalisation du féminisme et l'internationalisation des répertoires théoriques rattachés au genre pendant la décennie 1990-2000 dans l'espace est-européen. La démonstration privilégie les agents sociaux et la focale analytique porte sur les interactions concrètes par l'intermédiaire desquelles les transferts intellectuels interculturels et les processus d'« hybridation » des savoirs se sont opérés. En effet, si le genre est une « théorie nomade » (Edward Said) par excellence, ses « voyages », comme toute circulation, sont des processus situés dans le temps et dans l'espace⁸⁰. Ils sont le fait d'intermédiaires ou de « passeurs », d'individus dotés de propriétés et de ressources sociales, qui agissent dans des contextes précis, au sein d'institutions dont les modes de fonctionnement peuvent et doivent être abordés dans une perspective sociologique. Autour de l'hypothèse que les échanges féministes « Est-Ouest » configurent un espace social transnational au sein duquel les savoirs sur le genre circulent et s'institutionnalisent en tant que nouveau domaine d'expertise, le livre en reconstruit le périmètre et en déchiffre les dynamiques structurantes⁸¹.

En effet, les trajectoires des premières expertes est-européennes en genre sont intimement marquées par la participation à des collectifs transatlantiques et régionaux au sein desquels elles ont effectué une socialisation intellectuelle, professionnelle et politique féministe soutenue par des programmes internationaux d'aide à la démocratisation. Les « pionnières » sont connectées aux cercles internationaux (ouest-européens et nord-américains) de *women's and gender studies* et leurs activités en réseau transparaissent entre les lignes des textes faisant état du « malentendu Est-Ouest » en matière de thèmes de mobilisation féministe. Il devient alors crucial de comprendre où et quand les auteures qui participent à cette controverse se sont rencontrées, comment les publications qui font état de leurs positions divergentes ont été produites et par quelles voies elles ont circulé. Postulant que c'est dans des circonstances concrètes que le « clivage Est-Ouest » est devenu le référentiel partagé et la toile de fond de contributions publiées tout au long de la décennie 1990-2000 et portant sur des cas nationaux aussi contrastés que la Roumanie et la République tchèque, la Russie et l'ex-Yougoslavie, la Hongrie et l'Ukraine, je fais appel à une démarche de type cartographique et prosopographique pour reconstituer les milieux sociaux structurés à travers les échanges transnationaux portant sur la condition des femmes et sur le féminisme dans le postsocialisme.

Le présent ouvrage détaille donc la mise en place et le fonctionnement collectif de groupes composés d'une pluralité d'acteurs situés dans des pays différents

80. BOURDIEU, 2002.

81. Placer la focale analytique sur les processus circulatoires de la décennie 1990 ne signifie pas gommer les manifestations qui ne rentreraient pas dans le périmètre des actions sociales transnationales. Bien au-delà du cadre historique socialiste et postsocialiste, chaque contexte national connaît des trajectoires historiques de mobilisations féministes, qui ont été pour partie étudiées dans les nouveaux programmes d'études sur le genre (cf. DE HAAN *et al.* [éd.], 2006 pour un aperçu ; aussi la collection de la revue *Aspasia. The International Yearbook of Central, Eastern, and Southeastern European Women's and Gender History*).

et qui ne font pas nécessairement – et pas tout le temps – partie de collectifs transnationaux institutionnalisés. Considérant les savoirs sur le genre comme étant *made in circulation*⁸², il s'agit donc de restituer un espace social – originellement transnational – au sein duquel l'expertise féministe postsocialiste a émergé et les conditions sociales qui ont rendu possibles des interactions entre des agents situés dans une diversité de pays et amenés à partager des parcours de socialisation internationale dans le contexte socio-politique de la première décennie post-Guerre froide.

Circulations internationales : quelles conditions ?

Même si cela a l'air de l'évidence aujourd'hui, rappelons que les années 1990 ignoraient le « tout-numérique », les répertoires bibliographiques en ligne, Amazon, Google Scholar et les réseaux de socialisation à distance. En dehors des cadres approuvés par les appareils étatiques, la production intellectuelle issue des pays situés « derrière le Rideau de fer » avait été pendant la Guerre froide relativement peu inscrite dans des circuits internationaux de diffusion de savoirs et quasi-invisible dans l'espace de la réflexion féministe occidentale⁸³. Les travaux « sur les femmes » produits localement dans les années 1970 et 1980 (et souvent instrumentalisés à des fins idéologiques) n'étaient pas nécessairement connus internationalement, tandis que, faute d'accès direct et aisé aux terrains, les études sur les pays socialistes élaborées par des chercheuses occidentales étaient notamment fondées sur des sources officielles⁸⁴. Dans l'ensemble des États socialistes, la diffusion des biens culturels produits à l'« Ouest » était régie par le contrôle politique et la censure idéologique. Ainsi, peu de textes féministes et de recherches en *women's studies* avaient pu circuler. En Roumanie par exemple, une enseignante qui deviendra la porte-parole la plus visible des études sur le genre déclare ne rien avoir connu au sujet du féminisme avant le changement de régime, lorsqu'elle est entrée en contact avec des collègues nord-américains et britanniques qui lui firent découvrir quelques ouvrages⁸⁵. De rares productions du féminisme occidental avaient pu passer les frontières par des voies privées informelles, mais ces circulations non officielles étaient découragées. Ainsi, une « pionnière » hongroise des études sur le genre évoque la confiscation par les douanes socialistes d'une

82. KEIM *et al.* (éd.), 2014. KALUSZYNSKI et PAYRE, 2014, relèvent l'intérêt de « la circulation comme point de vue » pour comprendre l'institutionnalisation des savoirs experts.

83. Une exception en ce sens sont les samizdats russes traduits pendant la décennie 1980, cf. TALAVER, 2017.

84. KAPUSTA-POFAHL, 2008, p. 68-69. Des recherches récentes découvrent de nouvelles dimensions des circulations des idées et des personnes entre les pays socialistes et les pays décolonisés (voir DE SAINT MARTIN *et al.* [éd.], 2015). Sur les circulations des idées en rapport avec l'émancipation des femmes, des dispositifs politiques et des modèles d'organisation, cf. GHODSEE, 2014, 2015a, 2019.

85. GHODSEE, 2011. Ce cas n'est pas isolé, d'autres « pionnières » du genre de l'après-socialisme font état d'une « première rencontre » avec la réflexion féministe et le domaine des *women's and gender studies* occidentales sous le mode de la découverte d'une *terra incognita* – une expérience rendue possible par des occasions de socialisation internationale intervenues pendant les premières années de la décennie 1990.

collection personnelle d'une dizaine d'ouvrages rapportés en 1982 d'un voyage à l'étranger, par la suite recyclés « par erreur » et donc jamais récupérés⁸⁶.

Relevons cependant l'« exception yougoslave » : dans ce pays « ouvert » et « non aligné », des intellectuelles critiques étaient en phase avec la production culturelle occidentale, la circulation et les échanges internationaux faisaient partie du quotidien des individus des milieux sociaux éduqués. La Yougoslavie fut également le seul pays socialiste qui a vu naître un féminisme « de deuxième vague » contemporain des mouvements occidentaux pour la libération des femmes. Il était porté par des spécialistes des sciences humaines et sociales qui ont introduit dans les universités les recherches sur les femmes et sur les rapports sociaux entre les sexes, ont fondé des associations en dehors des cadres officiels des organisations socialistes et ont cultivé des contacts avec des féministes ouest-européennes, nord-américaines et indiennes, dont elles connaissaient la production théorique et l'intégraient dans leurs travaux⁸⁷.

Dans la majorité des pays socialistes, les circulations officielles encouragées ou tolérées discrètement par les régimes⁸⁸ (par exemple celles des spécialistes en sciences sociales occupant des positions qui leur permettaient de voyager, d'être en contact avec des milieux professionnels internationaux, etc.) comptaient peu de femmes et les préoccupations féministes critiques sont quasi-inexistantes en leurs rangs. Par ailleurs, dans le cas des programmes de bourses et d'échanges proposés par des institutions occidentales qui encourageaient les circulations afin d'impulser une communication intellectuelle traversant (et par là-même « minant ») les frontières de Guerre froide, les femmes ont été une minorité⁸⁹.

En Roumanie, quelques personnes avaient pendant l'époque socialiste une connaissance que l'on pourrait qualifier d'aléatoire de textes féministes publiés en Occident. Ainsi, Stana Buzatu, membre de l'appareil d'État et sa représentante dans les milieux onusiens mobilisés autour de l'Année et de la Décennie internationale de la femme (1975 ; 1976-1985), se déclare « féministe » dans des interviews réalisées pendant les années 2000 au sein des cercles bucarestois des études sur le genre et se dit influencée par la pensée de la sociologue française Andrée Michel⁹⁰. Elle n'a pourtant pas formulé de prises de positions féministes lorsqu'elle occupait des postes de haut niveau. Bien au contraire, à l'époque où une politique nataliste répressive mise en place depuis 1966 interdisait toute contraception et l'avortement aux femmes de moins de 45 ans n'ayant pas encore eu quatre enfants, cette membre de l'appareil socialiste s'est illustrée par la publication de plusieurs ouvrages ralliés à la ligne idéologique officielle et vantant les mérites de la famille nombreuse⁹¹. Ștefania Mihăilescu, chercheuse en histoire

86. BOLLOBÁS, 2006, p. 23. Jiřina Šiklová, fondatrice des études sur le genre à Prague, évoque dans un entretien une expérience similaire (cf. KAPUSTA POFAHL, 2008, p. 66).

87. LORAND, 2008 et BONFIGLIOLI, 2008 reconstituent finement les activités menées dans le cadre de ces groupes. Voir aussi BONFIGLIOLI, 2018.

88. POPA, 2010.

89. GUILHOT, 2006 ; POPA, 2011b, 2015a et 2015b ; KOREY, 2007.

90. POPA, 2009.

91. BUZATU, 1979 ; 1975.

publiait ses travaux sur les idées et les mouvements de gauche aux Éditions Politică (maison d'édition du PC et le plus important foyer de la propagande de l'État socialiste⁹²). Elle a pris connaissance de travaux occidentaux en histoire des femmes lors d'un voyage en France, où son époux fut professeur invité dans les années 1980. Elle engagea ainsi, en marge de sa charge de recherche officielle, un travail de collection de documents en rapport avec les mobilisations des femmes dans les Pays roumains depuis le début du XIX^e siècle. Achievé, édité et diffusé seulement dans les années 2000, le recueil fut intégré dans les bibliographies roumaines en études sur le genre et l'auteure, désormais retraitée de son poste de chercheuse, assura pendant quelques années un cours d'histoire du féminisme roumain au sein d'un master bucarestois fondé en 1998⁹³.

Une catégorie particulière d'intellectuelles est-européennes avait toutefois un accès relativement aisé à la littérature féministe anglophone : il s'agit des professionnelles des études britanniques ou américaines, proches de par leur aire de spécialisation académique de certaines productions iconiques faisant partie de longue date des bibliographies des études culturelles et des études féministes, par exemple les écrits de Virginia Woolf. Mădălina Nicolaescu, professeure de littérature anglaise à l'université de Bucarest, illustre un tel cas. Elle a fondé au sein de son université une association intitulée « Gender » enregistrée en 1995 et elle a édité en 1996 un recueil d'articles sur la condition des femmes en Roumanie moderne, qui fait figure de publication pionnière en la matière⁹⁴. Cette universitaire restera cependant marginale dans le paysage des études roumaines sur le genre, dont la voie institutionnelle a été tracée par des professionnelles rattachées aux sciences sociales et insérées dans un établissement d'enseignement supérieur nouveau, dans des conditions que le présent ouvrage discute longuement. Remarquons aussi que, en raison de leurs ressources culturelles spécifiques (notamment la maîtrise de l'anglais), les spécialistes est-européennes en études britanniques et américaines ont été visées pendant la première décennie post-socialiste par des intervenants internationaux qui y voyaient un milieu social potentiellement ouvert à l'émergence de vocations libérales⁹⁵. Pourtant, le cas roumain montre que ce n'est pas nécessairement cette filière de recrutement qui s'impose dans les dynamiques de concurrence nationale autour de l'institutionnalisation de l'expertise sur le genre. D'où, encore une fois, la pertinence d'un questionnement axé sur le contexte social de l'implantation de cette expertise et sur les ressources sociales et matérielles effectivement utiles pour la réussite de l'innovation intellectuelle féministe dans les contextes nationaux.

92. MIHĂILESCU, 1988.

93. MIHĂILESCU, 2001, 2002. On peut y voir, outre une volonté de mettre en valeur dans le cadre du féminisme académique un passé peu connu, une véritable démarche de légitimation des nouvelles mobilisations féministes par leur inscription dans une histoire militante longue et surtout antérieure au régime socialiste (CÎRSTOCEA, 2006c).

94. NICOLAESCU, 1996.

95. C'est la démarche choisie à la Central European University de Budapest, lors du lancement d'un séminaire « inter-régional » sur le genre au début de la décennie 1990 (cf. *infra*, chapitre 4).

En effet, la rareté des ressources intellectuelles partagées par les « pionnières » est-européennes avec leurs interlocutrices occidentales transparaît bien dans les textes en circulation dans les années 1990, lorsque des bibliographies, des contacts, des devises et des savoir-faire sont des ressources internationales pour le féminisme est-européen naissant. De nombreux appels lancés par celles qui allaient s'affirmer comme les premières porte-paroles est-européennes des études sur le genre étaient diffusés par publications interposées au début de la décennie 1990. Ainsi, dans une revue internationale, un groupe de chercheuses féministes de Berlin annonce sa constitution selon les termes suivants : « Toute aide matérielle et morale pour nos projets est la bienvenue et nous espérons pouvoir établir rapidement des contacts internationaux⁹⁶. » En 1991, le jeune Centre d'études sur le genre de Moscou formule une demande similaire :

« Nous avons un besoin urgent de livres (doublons ou copies) ; [...] d'objets pour équiper nos bureaux et la bibliothèque – tout et n'importe quoi [*anything and everything*] nous serait utile, nous acceptons même de vieux objets ; [...] nous avons besoin de bibliographies, [...] d'argent (devises)⁹⁷. »

Un groupe de féministes réunies autour de l'Association des femmes universitaires de Bulgarie communiquait ainsi lors de son lancement :

« Nous essayons de mettre sur pied un cours d'études sur les femmes dans notre université, qui pourrait devenir plus tard la base d'un programme plus ample et, espérons-le, même d'une institution académique. [...] Nous faisons appel au soutien des collègues plus avancées dans ce domaine [...], nous avons besoin de savoir-faire, de matériaux d'enseignement (*syllabuses*), de programmes de cours, de matériaux pour l'évaluation des étudiants⁹⁸. »

Après la fin de la Guerre froide, encore davantage que la rareté des références intellectuelles et des expériences politiques partagées, ou les blocages de nature culturelle et idéologique dont témoignent les productions consacrées au « malentendu Est-Ouest », des difficultés proprement matérielles limitaient la communication par-delà les frontières. Les lignes téléphoniques internationales étaient inégalement développées et les prix des appels et du courrier postal longue-distance étaient devenus prohibitifs dans les conditions de la « thérapie de choc » libérale qui a fait baisser le niveau de vie d'une importante partie des populations des sociétés est-européennes, dont les professionnels des métiers intellectuels. À une époque où les communications électroniques (Internet) n'étaient elles-mêmes qu'à leurs débuts, le décalage économique entre l'« Ouest » et l'« Est » s'est aussi traduit par un « décalage numérique » et technologique.

Enfin, non seulement les coûts matériels des voyages à l'étranger étaient difficiles à payer par la majorité des citoyens des pays ex-socialistes en voie de restructuration économique, mais les conditions pratiques de la circulation inter-

96. *Women's Studies International Forum*, 13, 6, 1990, p. xvii.

97. *Women's Studies International Forum*, 14, 1-2, 1991, p. vii.

98. *Women's Studies International Forum*, 14, 6, 1991, p. vi. Le groupe roumain s'annonce en termes similaires en 1993, cf. *Women's Studies International Forum*, 16, 4, 1993, p. xiv-xv.

nationale des personnes pendant les années 1990 comportaient des restrictions et les résidents est-européens avaient besoin de visas pour se déplacer en Europe. Quitter son pays pour participer à un événement international était une entreprise compliquée, à la portée d'un nombre limité de personnes, ce qui en fait un élément important pour la constitution d'un capital symbolique. Un propos illustrant bien cette relation inégalitaire est formulé par une « pionnière » féministe roumaine :

« C'était une période non démocratique dans nos rapports avec les féministes occidentales : nous étions réellement exploitées intellectuellement, nous étions une source de contacts et d'informations mais on n'en était pas conscientes. À ce moment-là, se faire inviter à un événement ou recevoir une carte de visite impo-
sante nous apparaissaient comme une récompense suffisante⁹⁹. »

Comme tout processus de circulation internationale, les rencontres et les projets féministes transnationaux à l'œuvre pendant la première décennie post-socialiste dans les pays d'Europe de l'Est posent la question des conditions d'accès aux ressources matérielles qui les rendent possibles¹⁰⁰. Compte tenu de toutes les limites objectives à la circulation propres au contexte où les « pionnières » féministes est-européennes ont exercé leurs premières activités, la constitution de groupes transnationaux et le partage des références théoriques et politiques dans des environnements qui dépassent les cadres nationaux n'allaient pas de soi. Bien au contraire, il s'agit là du résultat de dynamiques sociales précises, dont la reconstitution permet d'éclairer les conditions sociales des circulations internationales et intersectorielles du genre – et plus largement de l'« hybridation » de la production féministe – entre les milieux académiques, les organisations militantes et politiques internationales, les agences de promotion de la démocratie.

(Dé)construire l'« Europe de l'Est »

Des précisions s'imposent à ce stade sur le périmètre spatial et sur le cadrage chronologique de l'analyse proposée dans le présent ouvrage. Les interactions sociales à l'étude se situent pour l'essentiel dans l'immédiat post-Guerre froide, à savoir pendant la première décennie postsocialiste, dite une période de « transformations démocratiques ». Ouverte par les révolutions de 1989, celle-ci s'achèverait, selon certains auteurs, au moment de l'adhésion des pays ex-socialistes à l'Union européenne¹⁰¹. Cependant, mon objectif étant de reconstituer un espace social transnational sur la base des interactions entre acteurs engagés dans la promotion des savoirs sur le genre après le socialisme d'État, la recherche englobe des dynamiques sociales débordant le périmètre des pays qui ont intégré

99. GRÜNBERG, 2008, p. 66.

100. SIMÉANT, 2013 ; SIMÉANT *et al.* (éd.), 2015 ; SIMÉANT *et al.*, 2015.

101. 2004, pour la Pologne, la République tchèque, la Hongrie, les Pays Baltes, la Slovénie et la Slovaquie ; 2007, pour la Roumanie et la Bulgarie. Ce cadrage temporel conventionnel traduit une vision normative, car la démocratisation recouvre en réalité des processus non-linéaires et non-convergeants, aux limites chronologiques imprécises.

la communauté européenne. En effet, quelques-unes des actrices qui ont joué un rôle de première importance dans la constitution et l'évolution de cet espace transnational proviennent de l'ex-Yougoslavie ou de l'ex-URSS, pour ne pas évoquer des individus et des institutions basés aux États-Unis, dont les initiatives et les ressources ont été cruciales au sein des groupes étudiés. Qui plus est, si c'est effectivement pendant la première décennie postsocialiste que la plupart des interactions significatives ont eu lieu et que furent lancées des initiatives stabilisées par la suite sous une forme institutionnelle, il serait limitatif d'écarter les échanges antérieurs aux changements de régimes politiques. Les ressources des actrices à l'étude se sont en partie constituées pendant les dernières décennies socialistes et leurs trajectoires témoignent d'une mobilisation efficace de capitaux sociaux et culturels qui transgressent les ruptures chronologiques instituées par des événements politiques.

Afin de saisir les reconversions des ressources des acteurs socialisés dans les États socialistes¹⁰², des anthropologues et des historiens se réclamant d'un « tournant post-Guerre froide » ont relevé la « porosité » des frontières des « blocs » ainsi que l'importance des échanges et des circulations internationales depuis la fin de la Seconde guerre mondiale¹⁰³. Le terrain que j'ai étudié confirme cette perspective et quelques-unes des actrices engagées pour la publicisation et la politisation du genre dans le contexte des « transitions » postsocialistes entretenaient effectivement des contacts « par-delà la Guerre froide¹⁰⁴ ». Si elles ne s'inscrivent pas à ce moment-là dans un mouvement international organisé, ces femmes avaient toutefois pu partager une réflexivité politique dans des cadres transnationaux. Il s'agit d'universitaires féministes yougoslaves au courant, dès les années 1970, de la production intellectuelle des mouvements européens et nord-américains pour la libération des femmes, d'intellectuelles soviétiques dénonçant la condition des femmes dans des *samizdats* qui ont été traduits et ont circulé en France et aux États-Unis, ou bien de membres de la dissidence polonaise en contact avec des groupes pacifistes, écologistes et féministes occidentaux. Sans pouvoir les considérer comme les indicateurs d'un internationalisme féministe doté d'un projet politique clairement défini – qui ne prendra difficilement forme que dans l'après-Guerre froide – de tels contacts sporadiques et les savoirs et savoir-faire dont ils ont permis l'acquisition ont pu être construits en ressources efficaces lors de la structuration de groupes transnationaux actifs, visibles et établis pendant les décennies suivantes.

En termes spatiaux, le présent travail porte sur un territoire tour à tour désigné dans la littérature et dans les médias comme l'« Europe de l'Est », l'« Europe

102. KOTT *et al.* (éd.), 2006.

103. CHARI, VERDERY, 2009 ; voir aussi AUTIO-SARASMO et MIKLOSSY, 2011 ; POPA, 2011a, 2011b, 2015a et 2015b ; KOTT et FAURE (éd.), 2011 ; BOULLAND et GOUARNÉ (éd.), 2015. Dans cette perspective, les échanges féministes pendant la Guerre froide ont notamment été abordés sous l'angle des activités menées autour des institutions internationales (ONU, Fédération démocratique internationale des femmes et ses antennes nationales, Conseil international des femmes), cf. DE HAAN, 2010a, 2010b, 2018 ; ILIĆ, 2011 ; BONFIGLIOLI, 2014 ; GHODSEE, 2019.

104. KOTT, 2011.

postsocialiste », les « pays en transition/en voie de démocratisation », l'« Europe centrale et orientale », l'« ex-bloc soviétique », l'« Europe centrale et orientale et les pays de l'ancienne URSS », l'« Europe de l'Est et la Communauté des États indépendants », « les Balkans », l'« Eurasie »... Ces formules qui s'enchaînent depuis trente ans traduisent le malaise de nommer par un label géographique englobant une réalité géopolitique qui ne cesse d'évoluer. Lorsqu'ils optent pour afficher dans leurs titres des références géographiques, les travaux gravitant autour de la thématique « genre et postsocialisme¹⁰⁵ » abondent en notes explicatives et avertissements aux lecteurs indiquant la méfiance à l'égard des intitulés régionaux tout aussi bien que des périodisations conventionnelles basées sur des événements politiques. La plupart des auteurs dénoncent ainsi le caractère factice des construits géographiques homogénéisants. La critique du clivage « Est-Ouest » comme un fondement et un produit idéologique de la Guerre froide¹⁰⁶, le constat de la fluidité et de l'instabilité des frontières de l'« Est¹⁰⁷ », la prise de conscience, surtout – grâce à des études fines et à des recherches comparatives – de l'hétérogénéité sociale, culturelle et politique historiquement constituée des pays qui ont fait partie du « bloc » soviétique, ont mis à mal l'étiquette géographique unificatrice de « pays de l'Est ». Cependant, si la volonté de dépasser les clivages binaires s'affiche tôt dans les intitulés des ouvrages¹⁰⁸, les chercheurs notent aussi que l'identification subjective commune des personnes socialisées sous les régimes socialistes perdure : au-delà du caractère artificiel des construits géographiques, comprendre « l'Autre postsocialiste » restera pendant longtemps une provocation épistémologique¹⁰⁹.

En écho aux bouleversements politiques de la fin de l'année 1989, les intitulés des revues et des chaires de recherche ont abandonné le mot « soviétique » pour laisser la place à « postsoviétique », « postsocialiste », « européen et asiatique », « en transition¹¹⁰ ». Sous de telles étiquettes – toujours unificatrices mais se voulant débarrassées d'un contenu idéologique que les évolutions politiques avaient rendu caduc –, les recherches entreprises pendant les années 1990-2000 se sont centrées sur des périmètres aussi différents que « les pays candidats à l'Union européenne », « la Russie et les républiques ex-soviétiques », « l'ex-Yougoslavie », « l'Asie centrale et le Caucase ». Malgré les contrastes, les États ex-socialistes ont continué cependant à être regroupés à des fins de recherche et comparés au nom de leur histoire récente marquée par l'idéologie égalitaire, le contrôle étatique des économies, les systèmes politiques à parti unique, les alliances internationales rattachées au communisme¹¹¹. En même temps, les politiques de l'Union européenne ont contribué à retracer des frontières et à faire émerger de nouvelles

105. Par exemple, RACIOPPI et O'SULLIVAN SEE, 2011.

106. BUCHOWSKY, 2006, p. 466 (« carte mentale projetée sous forme d'espace social »).

107. SCOTT 2000, 2002.

108. Par exemple FRUNZĂ et VĂCĂRESCU (éd.), 2004.

109. HORSCHMANN et STENNING, 2008a et 2008b.

110. KING, 2000.

111. *Ibid.*

différences au sein de l'ancien « bloc de l'Est » rendant encore plus inappropriée la pensée de la région est-européenne en termes unifiés¹¹².

Un processus critique de plus ample portée revisite, au-delà de l'« Europe de l'Est », les présupposés épistémologiques des recherches sur les « aires culturelles » (*area studies*) développées dans les universités étasuniennes en étroite connexion avec des enjeux géopolitiques depuis les années 1950¹¹³. La fin de la Guerre froide et la globalisation ont mis à mal le savoir produit « par des scientifiques occidentaux, pour des publics occidentaux et portant sur des sociétés, histoires et cultures non-occidentales ». Dans cette perspective, ce sont les études post-coloniales qui s'avèrent plus aptes à opérer les découpages de problématiques correspondant aux nouvelles réalités géopolitiques du *xxi*^e siècle et à aborder des objets comme les diasporas, les migrations, les identités hybrides¹¹⁴. L'idée de considérer les pays sortis du socialisme d'État sous l'angle de la pensée postcoloniale et dé-coloniale a été exprimée au tournant des années 2000. Ainsi, David Choni Moore, professeur américain en études caribéennes, s'étonnait que les spécialistes des études postcoloniales ignorent le « Deuxième Monde » et déploirait leur inappétence pour le dialogue avec ceux de l'espace soviétique et postsoviétique¹¹⁵. Selon lui, l'ex-« bloc de l'Est » est « extraordinairement postcolonial » et l'étude de la domination « de type russo-soviétique » sous un tel angle pourrait enrichir la compréhension des mécanismes coloniaux, qui réunissent – géographies et horizons politiques confondus – l'idéologie du progrès civilisationnel, les projets d'ingénierie sociale et l'emprise politique des États sur les citoyens¹¹⁶. Les anthropologues critiques ont emprunté les outils épistémologiques forgés via des recherches menées sur des terrains postcoloniaux pour étudier les phénomènes à l'œuvre dans les pays ex-socialistes et ils ont renouvelé de ce pas la pensée sur les « périphéries géopolitiques », sur les formes contemporaines d'impérialisme, sur les dynamiques de la Guerre froide¹¹⁷. Enfin, la critique postcoloniale a acquis une légitimité croissante pendant les deux dernières décennies, qui ont vu se développer une pensée de la globalisation sous l'angle des réarrangements des rapports hégémoniques¹¹⁸. Le terme de « néocolonialisme » s'est alors substitué à « postcolonialisme », critiqué car il sous-entendait le dépassement du rapport colonial, alors que la réalité de la globalisation néolibérale correspondrait plutôt à la reconfiguration des rapports de type impérial¹¹⁹. Dans ce contexte, les dynamiques de déclassement économique et symbolique des États et des sociétés de

112. DINGSDALE, 1999, 2002.

113. MIRSEPASSI *et al.* (éd.), 2003.

114. *Ibid.*, p. 5-9. Cf. DALE *et al.*, 2016, pour une collection récente de travaux revisitant dans une perspective « post-Guerre froide » les études est-européennes. Pour des travaux sur les études d'aires culturelles menés par des chercheurs basés en France, cf. POPA, 2015a; BAYART, 2016.

115. CHONI MOORE, 2001.

116. *Ibid.*, p. 118.

117. CHARI et VERDERY, 2009.

118. HARDT et NEGRI, 2004.

119. SHOHAT, 2010; aussi KOOBAK et MARLING, 2014; KOLODZIEJCZYCK et ŞANDRU (éd.), 2012.

l'ancien « Deuxième Monde » ont été interprétées comme un « basculement au Sud¹²⁰ » de cette partie du globe.

Des intellectuelles féministes rejoignent la position selon laquelle, dans la reconfiguration géopolitique des années 1990-2000, l'Europe de l'Est se rapproche du « Sud » postcolonial avec lequel elle partage la production de savoirs originaux ancrés dans une expérience du monde spécifique. Elles invitent de ce fait à relativiser les points de vue dominants, occidentalocentrés : « *East Is the South* » (au sens de région non hégémonique), affirme Rada Iveković, philosophe et indianiste d'origine croate active en France¹²¹. À son tour, la sociologue belgradoise Marina Blagojević¹²² argumente pour la pertinence et la légitimité des « points de vue de la semi-périphérie » – une notion qui recouvre sous sa plume précisément les pays ex-socialistes et fait référence au « Deuxième Monde » des théories du système mondial. Constatant la présence insignifiante de la région ex-socialiste dans les travaux sur le « féminisme global » produits dans des centres hégémoniques, les chercheuses féministes situent les savoirs sur le genre et les politiques féministes du « Deuxième Monde » dans une perspective transnationale et postcoloniale. Une critique forte vise aussi les mobilisations féministes transnationales elles-mêmes, dont il s'agit de dénoncer l'ethnocentrisme ainsi que les présupposés ancrés dans les « méta-géographies » de la Guerre froide¹²³.

Inspirés toujours par la pensée postcoloniale et poststructuraliste, d'autres travaux accumulés depuis le début des années 1990 procèdent à la déconstruction de l'« Europe de l'Est » en interrogeant la genèse historique et les usages sociaux et politiques de cette catégorie discursive. Une première contribution en la matière appartient à l'historien étasunien Larry Wolff, auteur en 1994 d'une étude fortement imprégnée des théories d'Edward Said, qui retrace la circulation du vocable « Europe de l'Est » depuis l'âge des Lumières, lorsque l'« Est » a été construit comme « l'Orient appartenant à l'Europe » et comme symbole de son « altérité proche¹²⁴ ». Des analyses ultérieures enrichissent cette perspective par l'incorporation des discours et des pratiques des institutions académiques, qui ont joué un rôle déterminant dans la construction de l'« euro-orientalisme » et dans sa transformation en « catégorie analytique¹²⁵ ».

Consacrée par des organismes de recherche politisés orientés par des représentations de Guerre froide, cette idéologie imprègne aussi une partie des études de « transitologie » qui ont cautionné les interventions internationales dans les pays ex-socialistes pendant les années 1990¹²⁶. L'historienne d'origine bulgare Maria Todorova, spécialiste de l'« imaginaire des Balkans » active aux États-Unis et auteure d'un ouvrage devenu incontournable sur cette thématique¹²⁷, partage

120. ATLANI-DUAULT et LAUTIER (éd.), 2008.

121. ROSSINI, 2009.

122. BLAGOJEVIĆ, 2009.

123. SUCHLAND, 2011 ; GABROWSKA, 2012.

124. WOLFF, 1994.

125. ADAMOVSKY, 2005.

126. ZARYCKI, 2014.

127. TODOROVA, 1997.

en partie la critique des représentations de l'Europe de l'Est sous des traits négatifs, en termes de « retard » civilisationnel et culturel par rapport à l'« Occident » pris pour modèle et pour repère. Cependant, elle se délimite du filon théorique orientaliste pour développer une réflexion sur les « conséquences non-textuelles et non discursives » des constructions politiques et idéologiques¹²⁸ et elle affirme sa réticence à « ranger le balkanisme dans le postcolonialisme ». Selon Todorova, au-delà des connotations péjoratives, la notion d'« Europe de l'Est » renvoie à une « région géographique concrète » et à un « héritage » politique façonné par des formes d'organisation successives, à savoir les empires byzantin, ottoman, des Habsbourg, ensuite de l'Autriche-Hongrie, la domination soviétique. Elle fait donc appel à la catégorie de « région historique » pour évoquer « les similitudes, les forces de cohésion et les affinités internes » entre des pays géographiquement proches mais dans l'unité desquels la géographie n'est qu'un aspect parmi d'autres. Dans cette perspective, l'« Europe de l'Est » est une notion « faussement géographique » dont le sens contemporain recouvre l'« héritage socialiste dans les domaines politique, économique, social » – un héritage par ailleurs voué à disparaître avec la disparition physique des anciens citoyens des États socialistes.

Au fait de ces débats multiformes, je mobilise la catégorie « Europe de l'Est » dans mon travail pour élaborer une démarche de type prosopographique visant à reconstituer des groupes d'individus se trouvant en contact à travers les frontières des anciens États socialistes. La référence à l'expérience du socialisme – proclamée comme partagée et comparable voire imaginée comme telle – infuse leurs prises de position, leur production intellectuelle et leur solidarité politique dans des cadres transnationaux. Un espace social – de dimensions variables et aux frontières floues – se dessine de la sorte, au gré des trajectoires de socialisation internationale des « pionnières » est-européennes du genre. Le référent empirique de mes analyses présentées ici n'est donc pas défini en termes géographiques mais en termes sociaux, s'agissant d'étudier des cercles de personnes interconnectées et (auto)identifiées comme « femmes/féministes est-européennes » ou « femmes/féministes des pays ex-socialistes » –, ainsi que les institutions qui ont rendu possible leur interconnexion pendant la décennie 1990-2000. Mes recherches ont porté aussi sur la production sociale, l'appropriation et les usages symboliques et politiques, par ces mêmes actrices, de catégories spatiales et de labels géographiques tels que « Europe de l'Est », « est-européen », « postsoviétique », « postsocialiste » et encore « Deuxième Monde » ou « semi-périphérie ». En effet, ces étiquettes géographiques ont pratiquement fonctionné comme des supports d'identification et de mobilisation politique et elles ont été un enjeu à défendre dans des luttes de classement au sein de l'« espace <international> de la cause des femmes¹²⁹ ». S'il n'est pas question de gommer dans cette étude le rapport

128. TODOROVA, 2005, 2011 (notamment « Postface à l'édition révisée », p. 273-291).

129. Je reprends et adapte ici le concept forgé par Laure Bereni (en référence à la transversalité des luttes féministes en France, cf. BERENI, 2012) pour désigner les arènes globales de débats et les mobilisations transnationales autour des droits des femmes structurées pendant la période 1975-1995 grâce à l'action des Nations unies – Année internationale de la femme (1975), Décennie mondiale des femmes (1976-

qui unit les acteurs à leur territoire d'appartenance et à des références nationales et géopolitiques précises, la notion d'« Europe de l'Est » ne recouvre pas une topographie réaliste. La focale analytique porte sur la construction sociale et symbolique d'une carte mentale et militante de l'Europe de l'Est et d'un label « est-européen » qui est géographique autant que géopolitique. La revendication de leur « identité spécifique » par des actrices présentes dans les arènes féministes internationales, leur imaginaire de la spatialité régionale et les usages qui en ont été faits dans des luttes politiques historiquement situées constituent le principal objet de ce travail.

Une « plateforme » de socialisation

Recouvrer la voix du « Deuxième Monde »

« Ceci est une déclaration appartenant à la Non-Région représentée ici à la IV^e Conférence internationale des femmes. Notre groupe de pays est une Non-Région parce qu'il n'existe aucune définition politique ou géographique de la région composée des pays de l'Europe centrale et orientale et de l'ancienne URSS. Des problèmes partagés nous unissent et ils sont associés à la transition vers la démocratie. C'est la dégradation dramatique de la condition des femmes qui est le problème le plus grave de cette transition difficile et inégale. Les gouvernements ont échoué à intégrer dans les réformes les besoins et les intérêts des femmes. [...] Nous avons développé des recommandations spéciales et des stratégies de lobbying qui reflètent nos préoccupations. Le Regroupement est-européen admet que la Plateforme d'action comprend de nombreux éléments importants pour notre région; toutefois, nous souhaitons exprimer quelques réserves par rapport au contenu de ce document. Malheureusement nous n'avons pas été associées à l'élaboration des premières moutures du texte et nous pensons que la description de l'impact des transitions à la démocratie sur les femmes est inadéquate. [...] Malgré ces soucis, nous trouvons que la Plateforme d'action peut être un outil puissant pour le changement dans notre région. Nous exhortons toutes les nations à prendre en considération la condition des femmes de notre région lorsqu'elles mettront en œuvre la Plateforme. Nous exhortons également nos gouvernements à développer un plan régional de coopération et à octroyer des ressources appropriées pour que les recommandations inscrites dans la Plateforme soient améliorées. Nous nous engageons à travailler avec nos gouvernements et la communauté internationale pour atteindre ces objectifs. C'est ainsi que nous espérons pouvoir transformer notre Non-Région en une Région reconnaissable¹³⁰. »

1985), conférences mondiales des femmes (Mexico, 1975, Copenhague, 1980, Nairobi, 1985, Pékin, 1995) – connues aussi sous le nom de « féminisme global » ou « mouvement global pour les droits des femmes » (cf. ANTROBUS, 2004; MOGHADAM, 2005).

130. Fragments d'une allocution intitulée « Déclaration de la Non-Région. Les pays en transition de l'Europe centrale et orientale, le Regroupement est-européen ». Présentée à la Session plénière de la IV^e Conférence mondiale des femmes (Organisation des Nations unies, le 13 septembre 1995, Pékin), elle a été prononcée par Wanda Nowicka, représentante de la Fédération pour les femmes et le planning familial, Pologne. Ses auteures sont Wanda Nowicka, Urszula Nowakowska (militantes polonaises pour les droits reproductifs), Anastasia Posadskaya (économiste féministe russe), Vera Dakova (universitaire et militante bulgare pour les droits des femmes), Elena Kotchina (chercheuse russe), cf. [<http://www.astra.org.pl/?statement-from-the-non-region>], 137 (téléchargé le 8-04-2009) et POSADSKAYA-VANDERBECK, 1996.

Le fragment ci-dessus provient d'une allocution rédigée par un groupe de militantes féministes des pays ex-socialistes et prononcée à la Conférence mondiale des femmes à Pékin bien qu'initialement non prévue sur le programme de la manifestation¹³¹. Elle dénonçait la trop rapide assimilation de l'« Est » dans le « Nord » sur la nouvelle carte géopolitique de l'après-Guerre froide et notamment l'absence d'une prise en compte des réalités spécifiques de la vie des femmes de cette partie du monde sur l'agenda d'un événement qui allait profondément marquer le traitement politique des droits des femmes par les bureaucraties internationales et nationales ainsi que la dynamique globale des mobilisations féministes.

Soldée par un document (la « Plateforme d'action »), qui fournit un soutien extensif à la défense des droits des femmes et a consacré le *gender mainstreaming* comme principe d'action publique, la conférence de Pékin marque historiquement un moment de gloire du féminisme, qui acquiert à ce moment-là ses lettres de noblesse institutionnelles à l'échelle mondiale. En outre, cet événement organisé après la fin déclarée du partage idéologique bipolaire a eu – comme d'ailleurs les autres rencontres onusiennes de la première moitié de la décennie 1990 (Rio de Janeiro sur l'environnement en 1992, Vienne sur les droits humains en 1993, Le Caire sur la population en 1994, Copenhague sur le développement social en 1995, Istanbul sur l'habitat en 1996) – une portée symbolique conséquente. En effet, il sous-entendait, voire il performait l'unité utopique du monde après la Guerre froide et les idéologies véhiculées à cette occasion-là relèvent d'une conception « enchantée » de la globalisation sous le signe du libéralisme triomphant. À l'opposé, les précédentes éditions du rassemblement mondial des femmes sous l'égide de l'ONU avaient été traversées par des tensions et affrontements idéologiques entre les « blocs », de nombreux témoignages soulignant l'intrication des politiques de Guerre froide avec les politiques féministes menées dans des cadres supranationaux¹³².

En 1995, le « Deuxième Monde » s'effaçait de la carte géopolitique, son modèle d'organisation sociale et politique connaissait une forte dé-légitimation symbolique et les États ex-socialistes d'Europe de l'Est traversaient des difficultés sévères liées à la transformation libérale de leurs économies¹³³. Lorsqu'elles s'expriment comme un groupe à part, les femmes de la « Non-Région » dénoncent les programmes de libéralisation, dont elles pointent les limites, les impensés et les effets pervers. Leur prise de position critique peut être aussi interprétée comme un écho de la disparition du modèle socialiste en tant qu'univers de représentations et de pratiques. Ces femmes donnent ainsi voix, d'une manière inattendue, à un sentiment de déclassement et de relégation symbolique, par ailleurs difficile à faire entendre dans les arènes politiques dominées à l'époque par le consensus libéral.

131. Cf. CÎRSTOCEA, 2015, pour une première élaboration de l'analyse développée ici.

132. GHODSEE, 2010, 2019; OLCOTT, 2017; MICHEL (éd.), 2014.

133. Pour des réflexions sur la (dé)construction du « Deuxième Monde », voir ATLANI-DUAULT et LAUTIER, 2008; ATLANI-DUAULT et LAUTIER (éd.), 2008; SNYDER, 2009.

Ce sont des ressources et des sociabilités internationales qui ont permis aux femmes des pays ex-socialistes de s'exprimer comme un collectif, à cette occasion-là comme à d'autres. Mon analyse se concentre sur les moments d'émergence et sur les logiques sociales des mobilisations collectives qui ont fait exister et ont donné un sens politique à l'identité de « femmes est-européennes ». Un ensemble de processus sociaux de « différenciation » et de construction d'identités et de solidarités « stratégiques¹³⁴ » se manifeste dans les « conversations internationales¹³⁵ » de la décennie 1990. Issus de l'agrégation d'actrices basées dans des espaces nationaux différents, des regroupements comme celui évoqué précédemment ont cherché à faire entendre collectivement une « voix différente » et « oubliée » dans les arènes globales. Leur constitution n'est ni un événement spontané ni un fait « naturel » allant de soi. Bien au contraire, l'émergence et la pratique militante de ces groupes illustrent le concept de « politique transversale¹³⁶ », qui se réfère à la construction réfléchie, par-delà les clivages sociaux et idéologiques, d'alliances entre actrices de différents horizons.

Ce sont les trajectoires des « pionnières » du genre qui permettent de retracer des processus de constitution de communautés de savoirs et de pratiques féministes transnationales, ainsi que d'une « communauté imaginée » qui s'identifie dans « l'espace <international> de la cause des femmes » comme porteuse de la voix politique des « femmes est-européennes¹³⁷ ». S'il n'est ni unifié ni stable, cet espace n'en est pas moins authentique et il est structuré par une multitude de groupes qui se composent et se décomposent au gré d'événements et d'enjeux fédérateurs, par exemple les conférences mondiales organisées par les Nations unies, les mobilisations auxquelles elles ont donné lieu, les mesures pratiques et les documents produits dans leur cadre. La communauté à l'étude s'actualise par moments, sous la forme de groupes et de réseaux qui, bien qu'étant « lâches » et de dimensions variables, comportent des « nœuds » et des « liens forts¹³⁸ ».

Le féminisme comme espace de pratiques et de savoirs

La solidarité internationale est une pratique historiquement ancrée dans l'univers des mobilisations politiques pour défendre les droits des femmes¹³⁹ et les échanges par-delà les frontières étatiques, tout comme le recours au niveau supranational pour constituer de nouvelles ressources de mobilisation font partie de la réalité quotidienne des mouvements féministes¹⁴⁰. De nombreuses études ont mis en lumière le rôle des organisations multilatérales dans la construction d'un

134. SOMMIER *et al.*, 2008 ; SIMÉANT, 2010.

135. Cette expression est utilisée au sein du Network of East-West Women, cf. *infra*, chapitres 1 et 2.

136. YUVAL DAVIS, 1997, 2006.

137. CÎRSTOCEA, 2008. En référence à GILLIGAN, 1982, le thème de la « voix » est profondément connoté dans les cercles féministes (cet ouvrage circule dans les milieux à l'étude et inspire les revendications de visibilité).

138. MERKLÉ, 2004.

139. FILLARD et ORAZI (éd.), 2010.

140. KECK et SIKKINK, 1998 ; DUFOUR *et al.*, 2010 ; LACOMBE *et al.* (éd.), 2011.

espace international de mobilisation¹⁴¹ et la littérature fait état de l'émergence, pendant les décennies 1980-1990, d'un « féminisme global » ou « globalisé¹⁴² », voire de la consécration du « transnationalisme » en tant que « nouveau visage de la politique féministe depuis Pékin¹⁴³ ». La « troisième vague féministe » relèverait même, selon certaines auteures, de la promotion bureaucratique des droits des femmes par des institutions et des documents internationaux¹⁴⁴. L'ONU apparaît ainsi comme une « marraine » des nouveaux mouvements féministes¹⁴⁵, car les dispositifs de défense des droits des femmes mis en œuvre par ses agences en réponse à des demandes militantes exprimées dès sa mise en place et intensifiées depuis les années 1970 font sans cesse émerger de nouveaux répertoires politiques et de nouvelles mobilisations transnationales¹⁴⁶.

Peu étudiées dans cette perspective jusqu'à présent, les circulations internationales des savoirs sur le genre dans le contexte des démocratisations postsocialistes traduisent effectivement un moment et un volet des processus de « transnationalisation » des mouvements féministes¹⁴⁷. Ces savoirs ont été produits et diffusés via des rencontres et des échanges, des pratiques sociales d'affiliation et de mise en réseau, qui n'ont pas toujours pris la forme de structures organisationnelles stables. Mettant en avant les interdépendances et les connexions entre des acteurs individuels et institutionnels situés « entre et à travers » des territoires nationaux¹⁴⁸, l'analyse que je développe dans le présent ouvrage construit un espace social « à partir d'un problème » (à savoir la politisation de la condition des femmes dans l'après-socialisme) et « en suivant des acteurs » (il s'agit des « pionnières » féministe de la décennie 1990) aux différentes échelles d'action (nationales, régionales et internationales) pertinentes pour leurs pratiques. L'espace génésique de l'expertise en genre dans le contexte postsocialiste est ainsi restitué au prisme d'une « configuration » ou « plateforme » transnationale de socialisation, à la lumière des « géographies plurielles » produites par les parcours des actrices et par leurs contacts à travers les frontières. Des communautés d'appartenance « intertextuelles » (dont témoignent les co-publications, les lectures réciproques, les traductions, les citations) et des communautés « d'interaction » (actualisées sous forme de rencontres, correspondances, fréquentation commune d'organisations diverses) sont au cœur de la démarche. L'analyse s'appuie sur

141. ANTROBUS, 2004; GUBIN *et al.* 2000 (2004); BERENI, 2008.

142. ANTROBUS, 2004; MOHANTY, 2005.

143. DESAI, 2005. Se référer à BAKSH et HARCOURT (éd.), 2015 pour une collection de travaux inspirés de cette perspective, qui propose aussi une synthèse thématique des évolutions du « féminisme transnational » pendant l'intervalle 1975-2015.

144. GERHARDT, 2000. Pour la périodisation des mouvements féministes, fondée sur des distinctions en termes de générations, thèmes de mobilisation, modes d'action, cf. LAMOUREUX, 2006; voir aussi EVANS, 2015 et BERGÈS *et al.*, 2017.

145. SNYDER, 2006.

146. MOGHADAM, 2005; HAWKESWORTH, 2006; NAPLES et DESAI (éd.), 2002; FERREE et TRIPP (éd.), 2006; DINGO, 2012.

147. DUFOUR *et al.*, 2010; SIMÉANT, 2010; SOMMIER *et al.*, 2008; BERENI, 2008; CONWAY, 2008.

148. Pour les principes de l'« approche transnationale » développée ici, je me réfère à SAUNIER, 2004, 2008, 2010, 2012, 2013.

une posture constructiviste qui consiste à ne pas délimiter *a priori* un domaine de référence comportant des bornes spatiales et temporelles objectives et qui fait apparaître, par le biais des trajectoires sociales des féministes affirmées pendant les années 1990 dans les anciens pays socialistes, le cadre dans lequel s'inscrit leur pratique transnationale de l'expertise en matière de genre. L'objet empirique « expertise féministe/sur le genre » n'étant pas circonscrit par un niveau unique, ce sont les relations, les interactions et les circulations qui font se croiser¹⁴⁹ des terrains contrastés correspondant à une pluralité de scènes et d'échelles d'action.

Les milieux des expertes en genre sont restitués au prisme de parcours personnels et d'« institutions carrefour¹⁵⁰ ». Cette démarche permet de circonscire l'espace social de production et de circulation du genre en tant que nouvelle catégorie cognitive dans le contexte postsocialiste, lorsque le concept s'affirme au gré d'interactions entre groupes aux frontières mouvantes. Ces groupes sont constitués par la circulation des idées et des savoir-faire entre des espaces nationaux et des institutions de natures diverses. S'il est difficile de dessiner précisément les frontières d'un tel espace, il est tout de même possible de l'appréhender en étudiant des itinéraires d'acteurs, leurs propriétés sociales, leurs carrières, leurs positions multiples dans différentes organisations. Précisément en raison de la définition non objectiviste de son périmètre, la difficulté de la délimitation du champ d'observation et de la sélection des lieux pour enquêter s'est posée de manière aigüe. Comme il n'était pas envisageable de traiter l'ensemble des lieux pertinents – programmes d'études sur le genre et organisations intervenant sur les droits des femmes dans les pays de l'Est, organismes internationaux, fondations philanthropiques et groupes militants cooptés dans la structuration de leurs activités –, j'ai mené des enquêtes approfondies auprès d'organismes qui étaient apparus, via des recherches exploratoires, comme des nœuds institutionnels. Il s'agit, notamment, du Network of East-West Women, d'une part, et de l'Open Society Institute, de l'autre, qui structurent par leurs programmes une « configuration » transnationale de communication autour du genre et qui ont rendu possible la socialisation internationale partagée des « pionnières » féministes est-européennes de la décennie 1990. Pivots de la « plateforme », ces institutions, auxquelles les « pionnières » doivent leurs ressources et leur visibilité, ont contribué à leur formation intellectuelle et à leur affirmation sociale comme professionnelles du genre. Elles regroupent des actrices situées dans divers cadres nationaux et elles sont de véritables plaques tournantes pour l'émergence, la diffusion et l'institutionnalisation de la pensée féministe en contexte postsocialiste, constituant également des lieux centraux pour observer et déchiffrer les rapports sociaux qui traversent l'espace transnational à l'étude.

149. WERNER, ZIMMERMANN, 2004.

150. TOPALOV, 1999.

Au miroir grossissant du genre

Bien au-delà de l'histoire et de la sociologie du féminisme (transnational) et de la circulation (internationale) des savoirs, l'émergence de l'expertise en genre dans le contexte postsocialiste se révèle, à la lumière du dispositif épistémologique et méthodologique que j'ai élaboré, comme une entrée heuristique permettant de revisiter plusieurs thématiques habituellement déconnectées dans la recherche en sciences sociales.

En élucidant la sociogenèse des études sur le genre, mes analyses s'inscrivent dans le paradigme de l'histoire sociale des sciences sociales avec lequel elles partagent l'attention aux instances propres aux espaces scientifiques, à leurs agents, à l'état des problématiques, à la hiérarchie des objets d'étude et des outils intellectuels disponibles à un moment donné dans un cadre sociopolitique donné¹⁵¹. Elles éclairent les conditions politiques et socio-économiques de fonctionnement des espaces intellectuels est-européens qui « accueillent » les études sur le genre, définissant par leurs luttes et conflits structurants la réception des problématiques, des concepts, des méthodes et des pratiques de recherche propres à la nouvelle discipline. Étudier la sociogenèse des savoirs experts sur le genre signifie aussi éclairer les pratiques professionnelles dans le monde académique et donc saisir sous un angle inédit les recompositions des sciences sociales et des espaces intellectuels des anciens pays socialistes. L'intérêt d'aborder les dynamiques de l'univers académique en Europe postsocialiste dans la perspective de la sociologie critique a été souligné depuis longtemps¹⁵² et de nombreux travaux ont été consacrés ces dernières années au rôle joué par les acteurs internationaux dans le processus de renouvellement et de diversification des élites intellectuelles et politiques après le changement de régimes en Europe de l'Est. Ainsi, le présent ouvrage participe à sa manière à un projet épistémologique plus vaste, centré sur l'élucidation de la construction sociale et des usages des paradigmes conceptuels et des cadres théoriques mobilisés pour étudier les phénomènes postsocialistes et non seulement¹⁵³.

Dans une perspective partagée avec l'anthropologie critique de la globalisation¹⁵⁴, mes analyses déconstruisent la « fausse dichotomie entre local et global », ciblant des projets politiques structurés par-delà des cadres nationaux et des « rencontres » à travers lesquelles la dimension transnationale des actions sociales se déploie dans un contexte donné, par le biais d'« interactions, de collaborations, de malentendus et de dialogues¹⁵⁵ ». L'émergence des savoirs experts sur le genre en contexte postsocialiste est envisagée ici comme un lieu d'observation idoine pour analyser les dynamiques de la globalisation « en train de se faire ». Marqué par la circulation internationale extensive du féminisme – c'est-à-dire

151. HEILBRON *et al.* 2004; HEILBRON *et al.*, 2009.

152. LAGRAVE, 1998.

153. GUILHOT, 2001, 2004, 2005, 2007; TOURNÈS (éd.), 2010; TOURNÈS, 2011; ROELOFS *et al.* (éd.), 2007; GHEORGHU, 2004.

154. HOURS, SELIM, 2010; INDA et ROSALDO (éd.), 2002.

155. TSING, 2002.

des répertoires d'action et des savoirs militants, politiques et académiques qui lui sont rattachés – tout comme par un réarrangement des rapports de pouvoir au niveau mondial, ce contexte constitue un terrain ethnographique de prédilection pour étudier les modes situés d'émergence et d'expression de revendications identitaires qui contrarient les projets idéologiques universels. La construction du label « Europe de l'Est » ou « est-européen » en témoigne : objet d'un affichage en termes spatiaux et chronologiques, il n'en est pas moins le produit de pratiques sociales d'acteurs situés, inscrites dans des dynamiques géopolitiques et historiques.

Non en dernier lieu, les processus et les milieux que j'ai observés représentent un cas d'étude pour saisir les visées et les effets hégémoniques des répertoires en usage au sein des bureaucraties internationales (supranationales, multilatérales, philanthropiques). Si les études produites dans les 1990 abordaient les pays de l'ex-« bloc de l'Est » comme un « laboratoire » pour étudier le « changement social *in vivo* » et cherchaient à mesurer dans un esprit téléologique le « passage » du socialisme d'État à la démocratie de marché¹⁵⁶, des travaux postérieurs ont rompu avec les logiques déterministes. Les transformations postsocialistes ont été ainsi incorporées dans une réflexion critique sur la circulation et l'imposition de nouvelles technologies de gouvernement globalisées et globalisantes¹⁵⁷ et la promotion internationale du genre par le biais de thématiques à vocation universelle (comme les droits humains des femmes, les droits des minorités sexuelles, etc.) y apparaît comme un levier central de la gouvernance contemporaine¹⁵⁸.

Objet d'enjeux technocratiques et instrument d'action publique internationale, le genre connaît effectivement une diversité d'emplois normatifs surajoutés. Ils fragilisent son sens critique originaire et l'éloignent de la pensée féministe dont il est le produit¹⁵⁹ pouvant en faire un outil idéologique de domination internationale dont les mécanismes sont proches de celle de type impérial et néocolonial¹⁶⁰. Au titre des conséquences de son inscription sur les agendas de coopération internationale, relevons l'effacement de la charge critique du concept et sa transformation en « technologie de recherche de fonds », décriés par des féministes radicales. Résumées souvent par le syntagme « ONGisation du féminisme¹⁶¹ » ces évolutions recouvrent également d'autres effets contingents des programmes institutionnels de promotion de l'égalité des sexes, par exemple l'affaiblissement et la dépolitisation des revendications des femmes des milieux ordinaires, l'uniformisation des problématiques traitées par l'action publique, l'écartement des manifestations spontanées et des mobilisations (infra) politiques qui ne rentrent pas dans les catégories de lecture du monde inscrites

156. DOBRY (éd.), 2000 ; BAFOIL, 2006 ; HEURTAUX et ZALEWSKI, 2012.

157. HOURS, SELIM, 2010, 2014 ; CAULIER, 2014 ; HORN, 2010.

158. SELIM, 2010, 2012 ; SELIM et QUERRIEN, 2014.

159. THÉBAUD, 2007 ; BERENI *et al.*, 2012, pour des synthèses francophones sur la genèse, les usages, les potentialités du concept de genre comme outil critique dans les sciences sociales. Voir aussi ACHIN et BERENI (éd.), 2013 ; BUTLER *et al.*, 2007 ; MARQUES PERREIRA *et al.* (éd.), 2010 ; CÎRSTOCEA *et al.* (éd.), 2018.

160. FASSIN, 2008 ; VERSCHUUR (éd.), 2010 ; KAŠIĆ, 2004a, 2004b ; MOHANTY, 2013 ; ABU-LUGHOD, 2013.

161. ALVAREZ, 1999, 2009 ; LANG, 1997, 2013 ; BERNAL et GREWAL, 2014 ; GHODSEE, 2004, 2006.

sur les programmes de gestion des sociétés définis par des organismes nationaux et internationaux¹⁶².

Appuyée par des bureaucraties supranationales et des logiques technocratiques, l'institutionnalisation du genre en contexte postsocialiste rend compte de telles dynamiques dépolitisantes, mais l'analyse que j'en ai menée complexifie l'interprétation puisqu'elle met conjointement en lumière les nouveaux modes de contestation des logiques hégémoniques, rendus possibles par les mêmes dispositifs internationaux et bureaucratiques. Dans le contexte postsocialiste, les circulations des savoirs sur le genre traduisent l'enchevêtrement complexe entre milieux associatifs et académiques, entre initiatives internationales d'aide à la démocratisation et dynamiques endogènes de transformation sectorielle des sociétés en voie de libéralisation. De multiples processus ont concouru à l'établissement de nouveaux programmes d'études sur le genre et ils ont aussi structuré les carrières des expertes féministes actives dans les pays de la région est-européenne. Indéniable, la cooptation institutionnelle des ressources militantes féministes passe par des échanges situés et des collaborations concrètes entre des enseignantes-chercheuses et expertes engagées et des organismes internationaux. Les institutions du périmètre de la Fondation Soros (Open Society Institute, OSI) offrent un bon cas d'étude en ce sens, par le biais, d'une part, d'un programme d'études sur le genre mis en place et consolidé progressivement à la Central European University de Budapest et, d'autre part, par celui d'une ligne de financement destinée au soutien des associations (ONG) est-européennes pour la défense des droits des femmes. Tout en mettant à la disposition des groupes de femmes établis dans les pays ex-soviétiques des ressources matérielles et symboliques considérables, l'entreprise de promotion du genre par les programmes internationaux œuvrant à la démocratisation et à la libéralisation entraîne un formatage et une normalisation de leurs répertoires d'action, de leur production discursive, de leurs trajectoires sociales elles-mêmes. Mon analyse attentive aux ressorts sociaux et aux effets du couplage de la « pédagogie démocratique » avec la « pédagogie des droits des femmes » permet de comprendre de manière nuancée les processus de « traduction » de la pensée militante en pensée institutionnelle. Si les savoirs théoriques et les savoir-faire pratiques féministes sont transformés en langages et dispositifs bureaucratiques, les médiations multiples et situées dont témoignent ces processus n'excluent pas les négociations et les résistances. Ainsi, les actrices peuvent puiser de nouvelles ressources critiques dans la technocratie internationale du genre et elles s'appuient sur les bureaucraties pour relancer la politique féministe, toujours située.

162. HIRATA *et al.* (éd.), 2004; BISILLIAT (éd.), 2003; FALQUET, 2003; FALQUET *et al.* (éd.), 2010.

Étudier un creuset transnational : « ficelles du métier »

Le périmètre de l'enquête

Plusieurs institutions internationales de nature différente jalonnent le périmètre des enquêtes que j'ai menées après avoir exploré le cas roumain qui m'a pratiquement permis de repérer leur rôle dans la structuration des milieux sociaux de l'expertise postsocialiste en genre.

Network of East-West Women (NEWW) est un regroupement féministe constitué à New York en 1990-1991 et il a mené, d'abord informellement, ensuite en tant qu'organisation à but non lucratif, de nombreuses activités inspirées d'un programme politique de solidarité transnationale avec les femmes des anciens pays socialistes. Fort visible pendant la décennie 1990, lorsqu'il a pratiquement inventé un créneau militant – à savoir l'internationalisme féministe à travers les anciennes frontières de Guerre froide –, le réseau s'est installé à Gdansk au début de la décennie 2000 sous le nom de NEWW-Polska, une organisation polonaise travaillant pour la promotion des droits des femmes au niveau national, régional et international.

Dès le début de la décennie 1990, Open Society Institute (OSI), la fondation privée du philanthrope étasunien d'origine hongroise George Soros, a ouvert des branches locales œuvrant à la promotion de la « société ouverte » en Europe de l'Est ainsi qu'une université privée internationale, la Central European University (CEU, Budapest). Très investies dans la démocratisation des pays ex-socialistes, elles ont joué, d'une part, par des programmes de bourses d'études et par une offre d'éducation en rupture avec les systèmes académiques en place, et, d'autre part, par le soutien au « développement de la société civile », un rôle non négligeable dans la formation des nouvelles élites politiques et intellectuelles de ces pays, parmi lesquelles les chercheuses féministes.

Moins central dans la construction de la démonstration mais pourtant source de pistes et indices utiles, European Network of Women's Studies (ENWS) a été créé en 1990 avec le concours du Conseil de l'Europe comme un cadre de coopération entre spécialistes des *women's and gender studies* des pays membres de la communauté européenne. Ses activités ont inspiré la coagulation des premières initiatives en la matière à Bucarest, où il s'appuyait sur une collaboration avec un bureau délocalisé de l'UNESCO, le Centre européen pour les politiques de l'enseignement supérieur (CEPES) créé en 1972.

Enfin, je me suis intéressée aussi aux programmes universitaires d'études féministes installés dans les espaces académiques nationaux et à leurs stratégies d'implantation combinant des ressources associatives et internationales. Les cas roumain et serbe ont été étudiés par le biais d'enquêtes auprès des fondatrices de ces programmes et des associations qui ont précédé leur institutionnalisation dans le monde académique.

Dans les coulisses de la recherche

Menées de 2006 à 2016, les enquêtes¹⁶³ dont les résultats sont restitués ici comportent quatre-vingt-et-un entretiens non directifs, en face à face ou à distance, pour la plupart enregistrés, d'une durée comprise entre 45 minutes et 3 heures (quelques personnes ont été rencontrées plusieurs fois). Les interviews ont été conduites en anglais, français et roumain, en Roumanie, Bulgarie, Hongrie, France, États-Unis, Serbie, Croatie, Allemagne, République tchèque (par ordre chronologique). Plusieurs fonds d'archives institutionnelles et privées ont été dépouillés : les documents des programmes de l'Open Society Institute conservés à Open Society Archives de Budapest ; les archives non déposées au moment de mes enquêtes du Network of East-West Women, en possession de la fondatrice du réseau, Ann Snitow (professeure à la New School for Social Research) ; les archives privées constituées par Françoise Picq (universitaire française aujourd'hui retraitée, ancienne présidente de l'Association nationale des études féministes ANEF) à l'époque de sa participation aux activités du European Network of Women's Studies (ENWS) ; les archives privées de Jacqueline Heinen (universitaire franco-suisse retraitée, féministe et militante de gauche connectée pendant la décennie 1990 aux milieux féministes est-européens, notamment polonais) ; les archives non déposées de l'association féministe AnA de Bucarest, consultées chez Laura Grünberg (cofondatrice et ancienne présidente, actuellement professeure à l'université de Bucarest) ; les archives d'un programme pluriannuel de l'association Gender Studies o.p.c. (Prague) ; les archives de l'Inter-University Center de Dubrovnik, un consortium universitaire établi sous l'égide de l'UNESCO dans les années 1970¹⁶⁴ ; les données biographiques de plusieurs dizaines de « pionnières » féministes publiées sur les pages de leurs institutions de rattachement, ainsi que de nombreuses autres informations à leur sujet disponibles sur le web.

La littérature secondaire incorporée dans cette recherche comprend des contributions originales de chercheurs féministes actives dans les pays d'Europe centrale et orientale, des traductions de tels travaux vers l'anglais, des traductions de classiques féministes occidentaux, des publications occidentales sur le genre et le féminisme parues en anglais et français et accessibles aux groupes militants et académiques basés en Europe de l'Est. S'agissant de restituer un espace de production et de circulation de savoirs, conjuguer approche biographique et approche bibliographique était une option particulièrement porteuse et le traitement quantitatif de plusieurs corpus documentaires m'a permis d'objectiver la dimension internationale des activités des « pionnières » est-européennes du genre. Ont été étudiés dans cette perspective le fonds de donations du NEWW en direction de groupes est-européens pendant l'intervalle 1996-2000 ; des

163. Une liste détaillée des sources est présentée en fin d'ouvrage.

164. Mis en place en 1972 pour faciliter les contacts intellectuels entre les deux blocs idéologiques pendant la Guerre froide, il réunit plusieurs dizaines d'universités de tous les continents et fonctionne toujours. Il a bénéficié du soutien de l'ONU et, depuis la fin des années 1980, de la Fondation Soros. Parmi les manifestations internationales (conférences, écoles d'été) hébergées au fil du temps, quelques-unes ont porté sur des thématiques féministes ([<http://www.iuc.hr>], dernier accès le 12-04-2018).

descriptifs de cours et des bibliographies utilisés dans les enseignements en études sur le genre au sein du programme spécialisée de la CEU de Budapest pendant ses premières années de fonctionnement ; des listes d'ouvrages proposés pour la traduction dans le cadre d'un programme de l'OSI pendant la seconde moitié des années 1990 ; les catalogues des bibliothèques des centres de ressources féministes de Bucarest et de Belgrade.

La notion de « réseaux » transnationaux utilisée ici ne recouvre pas un usage formel et codifié techniquement¹⁶⁵ et la population d'enquête n'est pas statistiquement représentative. Sur la base de la participation, relevée dans les documents et les entretiens, à des rencontres (physiques et textuelles) organisées par les institutions évoquées précédemment, un échantillon d'individus a été constitué, dont les trajectoires ont fait l'objet d'une étude prosopographique¹⁶⁶.

Un dernier mot, enfin, sur mon positionnement social et professionnel, qui n'a pas été sans conséquences sur les relations que j'ai pu développer sur mes terrains d'enquête et sur les matériaux qui m'ont été accessibles ou que j'ai moi-même produits à travers le dialogue, en entretien ou par correspondance. En tant que Roumaine, j'étais perçue sur le terrain comme faisant moi-même partie des milieux sociaux que j'étudiais et j'étais supposée connaître par expérience directe le contexte (post)socialiste tout comme une partie de l'histoire que j'étais en train d'étudier. La différence d'âge me séparant de la plupart de mes interlocutrices a constitué un élément important dans la position de partage et de transmission de leur vécu par les personnes que j'ai rencontrées. En effet, j'avais commencé à m'intéresser aux activités des « pionnières » féministes de la décennie 1990 à un moment où, sédimentées sous forme de mémoires et d'archives, d'institutions et de publications, celles-là s'étaient déjà transformées en « histoire ». Les protagonistes des échanges « Est-Ouest » et la plupart de mes interlocutrices sur le terrain appartiennent à des cohortes d'âges plus proches de celle de mes parents que de la mienne et elles m'assimilaient souvent à leurs étudiantes et disciples. Lors de mes enquêtes, j'étais aussi, pour mes interlocutrices, non seulement quelqu'un qui connaissait et respectait leurs travaux, mais aussi une personne engagée qui, s'intéressant à leurs histoires au-delà des textes, pouvait participer à la construction d'une forme de mémoire féministe et aussi à la transmission d'un projet politique. Si ma position professionnelle de chercheuse titulaire dans une institution française pouvait le présager, je n'ai pas été personnellement visée (à une exception près), sur mes terrains, par des récriminations (souvent thématiques par ailleurs dans des publications), par rapport à l'échange inégal et aux abus d'interprétation commis par des spécialistes basées dans des institutions occidentales et menant des travaux en sciences sociales au sujet des « femmes d'Europe de l'Est ». Bien au contraire, des propos touchant à ces questions m'étaient souvent communiqués sous le mode de la complicité et j'ai recueilli de nombreux témoignages

165. Pour des travaux qui mobilisent des procédés techniques formalisés et des sources se prêtant à un traitement quantitatif, cf. MONTROYA, 2010 ; LANG, 2014 ; FERREE et PUDROVSKA, 2004.

166. Une annexe méthodologique en explicite les principes à la fin du volume.

sur les résistances des « Est-européennes » à l'objectivation de leurs positions par des « Occidentales ».

Étant donné ma volonté d'englober dans le périmètre de la recherche la diversité des modalités d'implantation des savoirs sur le genre dans le contexte postsocialiste, j'ai été amenée à prendre contact avec des membres de groupes qui avaient éclaté. Après avoir participé ensemble à des initiatives « pionnières » pendant la décennie 1990, elles avaient été entraînées dans des sphères d'activité diverses, souvent en compétition, parfois même en conflit ouvert. Dépositaires de versions et de pans différents de l'histoire de l'institutionnalisation de l'expertise féministe dans leurs pays, mes interlocutrices qui me parlaient de leurs premières expériences en tant que spécialistes du genre en formation cherchaient aussi à rétablir leurs positions symboliques dans l'espace concurrentiel local ou international et à communiquer leurs propres interprétations des processus dont elles n'avaient pas toujours été des « gagnantes ». Du côté des « Occidentales », me rencontrer et me parler revenait également à témoigner, c'est-à-dire transmettre à une personne appartenant à une génération qui n'en avait pas fait l'expérience, une mémoire de luttes féministes de plus en plus éloignées dans le temps et tendant à s'effacer sous les « strates » successifs des processus d'institutionnalisation des savoirs experts sur le genre. Elles tenaient également à exprimer en entretien, une énième fois et en l'appuyant par des « preuves » écrites produites au fil du temps, leur « bonne foi » de militantes internationalistes, leur croyance au potentiel du changement social et politique porté par la fin de la Guerre froide, leur conscience critique de l'inégalité des ressources dans les échanges transnationaux, voire de l'hégémonie dont elles étaient aussi les agents dans les rapports géopolitiques « Est-Ouest ».

Enfin, si le travail sociologique que j'ai entrepris a été porté par une démarche méthodologique consistant à objectiver l'expérience de tous ces groupes et individus afin de dégager des mécanismes sociaux et politiques généraux, j'ai constamment fait l'effort de ne pas parler « à la place de » mes interlocutrices et de ne pas écraser dans la restitution des résultats des enquêtes la complexité des positions et des rapports subjectifs structurant les milieux et les trajectoires étudiés. Mettant en perspective des niveaux d'action différents et menant des observations sur une pluralité d'échelles, j'ai pu démêler les mécanismes paradoxaux de la coexistence entre l'engagement politique mû par la croyance au changement et la bureaucratisation experte et technocratique du féminisme, dont les femmes que j'ai rencontrées ont été protagonistes et agents tout en la critiquant.

Plan de l'ouvrage

La restitution des résultats suit un plan d'exposition chrono-thématique en trois parties consacrées aux problématiques principales propres à chacun de mes principaux terrains d'enquête et correspondant à autant d'espaces d'observation et de niveaux d'analyse différents. Ainsi, il sera question, dans la première partie (chapitres 1 et 2), de l'étude rapprochée – à une échelle transnationale (régionale

est-européenne et transatlantique) et sur la base de l'analyse des activités d'une organisation militante transnationale (Network of East-West Women) – d'un processus situé de construction de répertoires féministes par-delà les frontières étatiques et idéologiques dans l'immédiat après-Guerre froide. Cette partie discute également les modalités socialement situées, les profils des protagonistes et les rationalités de l'institutionnalisation bureaucratique du militantisme féministe sous forme d'expertise internationalisée en genre pendant la première décennie postsocialiste.

Centrée sur la promotion du genre par un des principaux acteurs internationaux de la libéralisation de l'espace ex-socialiste, la deuxième partie (chapitres 3, 4 et 5) discute la cooptation des ressources féministes internationales et régionales par la fondation philanthropique de George Soros, Open Society Institute – Fondation pour une société ouverte. Ce processus est détaillé, d'une part, à la lumière des dynamiques à l'œuvre dans les milieux associatifs soutenus par la fondation et, d'autre part, au regard des programmes académiques implantés dans une université privée internationale qui fait jusqu'à présent figure de leader en matière d'études sur le genre, en Europe de l'Est et bien au-delà.

La troisième et dernière partie se concentre sur les modes d'appropriation et d'institutionnalisation de l'expertise en matière de genre dans des contextes nationaux est-européens. Pour ce faire, les trajectoires sociales de plusieurs dizaines de « pionnières » féministes sont mises en perspective par le biais d'une démarche de type prosopographique (chapitre 6) prolongée par l'analyse des conditions sociales et politiques de l'implantation des *gender studies* dans les universités roumaines (chapitre 7) et serbes (chapitre 8). Des résistances et des contestations qui opposent à la conquête idéologique néolibérale par le genre des savoirs féministes produits à la « semi-périphérie » est-européenne sont abordées également dans ce dernier chapitre, en complément d'une discussion sur les rapports contradictoires des expertes en genre avec les institutions productrices de répertoires globalisés.